inprecor

Correspondance de presse internationale

bimensuel, n°19, 22 décembre 1977 — 4ff,30fb,2,5fs

LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE

LE MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN DEVANT LA DEPRESSION ECONOMIQUE

Ernest Mandel

- L'économie des pays de l'Est dans le quinquennat 1976-1980
- Espagne: Le plan économique d'urgence du gouvernement Suarez
- Argentine: La crise la plus grave

inprecor

correspondance de presse internationale

n°19, 22 décembre 1977

sommaire

EDITORIAL
L'économie capitaliste à la fin de 1977 page 3

EUROPE
Le mouvement ouvrier devant la dépression économique
Ernest Mandel page 6

ESPAGNE
Le plan économique d'urgence du gouvernement Suarez
J. Albarracin & P. Montes page 13

ARGENTINE
La crise la plus grave
Roberto Rodriguez page 20

PAYS DE L'EST
L'économie des pays de l'Est
dans le quinquennat 1976-1980
Guy Desolre page 24

INDEX D'INPRECOR
Du n° 9 (nouvelle série) au n° 19 page 31

Avec ce numéro spécial économique se conclut la nouvelle série inaugurée en mars 1977, le prochain paraîtra le 19 janvier 1978. Ce numéro sera aussi le premier de la nouvelle publication, résultat de la fusion entre "Inprecor" et "Intercontinental Press". Nous espérons que cette fusion nous permettra d'améliorer la présentation et le contenu de notre bimensuel international.

Inprecor Boîte postale 57 93101 Montreuil Cedex France

Directeur de publication : Jean-François Godchau. Imprimé par Rotographie (Montreuil).
N° de commission paritaire : 59 117.
ABONNEMENTS : 1 an (25 numéros) - 80 FF; 45 FS; 650 FB; 17 $Can.
Par avion : USA et Canada - 24 $ par an. Pour les autres pays écrire à la rédaction.
VERSEMENT : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les envoyer à Inprecor.

Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

L'économie capitaliste à la fin de 1977

La situation de l'économie capitaliste internationale s'est sensiblement détériorée au cours du second semestre de l'année 1977. Partout dans les pays impérialistes, l'activité économique s'est ralentie, tandis que le chômage s'est aggravé. Ce ralentissement a pris cependant une triple forme :

a) Dans les pays impérialistes dont l'économie est la plus puissante, c'est-à-dire les Etats-Unis, l'Allemagne occidentale et le Japon, la production industrielle continue à augmenter, fût-ce à un rythme plus lent qu'au cours du premier semestre 1977 et surtout à un rythme plus lent que les "experts" et les gouvernements ne l'avaient prévu en 1976. En Allemagne, les nouvelles commandes ont cependant baissé de 7,2 % entre le 2e et le 3e trimestre 1977. ("Wirtschastnotizen" der Commerzbank).

b) Une série de pays impérialistes a connu une quasi stagnation de la production industrielle. C'est le cas de la Grande-Bretagne, du Canada et des Pays-Bas.

c) Quelques pays impérialistes ont connu une baisse de leur production industrielle. C'est le cas de la France (avec une tendance à la stabilisation en fin d'année), de l'Italie, de la Belgique, de la Suède et de l'Australie. En Suède, la baisse de la production industrielle est de 5% entre le 3e trimestre 1976 et le 3e trimestre 1977.

Pour l'ensemble des pays impérialistes, la chômage a augmenté de 15,7 millions, fin 1976, à 16,3 millions en fin 1977. Et l'OCDE prévoit une nouvelle augmentation pour 1978. ("Le Monde" 22.11.1977).

Vu le poids déterminant des pays les plus riches sur l'ensemble de la conjoncture, il est cependant peu probable que la stagnation ou le recul de la production dans les pays les plus faibles se transforme dans l'immédiat en une nouvelle récession. Bien au contraire, le ralentissement de la reprise au Japon et en Allemagne occidentale a amené les gouvernements de ces pays à prendre des mesures de "relance" modérées au cours de l'automne 1977. Il est pratiquement certain qu'aux Etats-Unis également, au moindre signe d'un risque de retournement de la conjoncture, des mesures de relance seront prises au début de 1978, avec ou sans remplacement d'Arthur Burns comme "chef" de la Federal Reserve system (la banque centrale des Etats-Unis).

Dans ces conditions, la perspective la plus probable est celle d'une continuation en 1978 de la reprise modérée et hésitante de l'économie capitaliste internationale, c'est-à-dire une augmentation et non une réduction de la production industrielle totale. Cependant, le rythme de la reprise sera encore plus lent et hésitant qu'au cours du deuxième semestre 1977. Les disparités entre divers pays impérialistes resteront très prononcées. L'explication de l'absence d'un nouveau "boom" après la récession de 1973-74 et du caractère extrêmement modéré, hésitant et inégal de la reprise est celle que nous avions donnée dans nos analyses précédentes (1) :

1. La relance a été déclenchée par d'énormes déficits budgétaires aux USA, en Allemagne occidentale et au Japon, c'est-à-dire par une politique de création inflationniste de pouvoir d'achat supplémentaire. C'est donc la demande accrue des consommateurs – avant tout la demande d'automobiles – qui a arrêté la récession et fait redémarrer la production.

2. Les pays impérialistes à économie plus faible – et notamment ceux qui connurent un taux d'inflation fortement au-dessus de la moyenne, accompagné de forts déficits de leur balance des paiements, ont été dans l'impossibilité d'appliquer cette politique de relance classique. Ils ont, au contraire, été amenés à appliquer une politique d' "austérité", c'est-à-dire de compression de la consommation des masses. Cela a étranglé net toute reprise de la production industrielle et même précipité de nouvelles chutes de celle-ci.

3. Il n'y a donc eu aucun mouvement cumulatif de reprise à l'échelle internationale, mais un mouvement disparate, la reprise dans les pays impérialistes les plus riches – de même que la politique de forcer l'essor des exportations à tout prix, pratiquée par le Japon et la RFA – n'entraînant pas un mouvement parallèle dans les autres pays impérialistes, et la stagnation de l'activité dans ceux-ci limitant à son tour l'essor dans ceux-là.

4. La raison essentielle pour laquelle la reprise ne s'est pas transformée en "boom" aux USA, en Allemagne fédérale et au Japon est cependant interne et non internationale. C'est le fait qu'il n'y a eu aucune reprise importante des investissements productifs — de l'activité dans le département I – pour prolonger la reprise du département II. Cette absence d'un essor des investissements productifs n'est pas due à une

quelconque "pénurie de capitaux". Au contraire, les bénéfices capitalistes sont en forte hausse dans ces pays, et les banques offrent des crédits abondants et relativement bon marché. Elle est due essentiellement à la présence d'énormes capacités de production excédentaires (l'industrie des Etats-Unis ne travaille qu'à 80 % de sa capacité à l'automne 1977) et à la stagnation relative du marché des "derniers consommateurs".

5. Une poursuite vigoureuse de la reprise par la seule voie du département II s'est également révélée irréaliste. Le faible taux d'expansion de l'économie, l'application rigoureuse d'une politique de rationalisation par le grand capital, la poursuite de la troisième révolution technologique (semi-automation), entraînant un accroissement du chômage et non sa résorption, dans des conditions de reprise modérée. De ce fait, à cause de l'inflation qui se poursuit également, fût-ce à un rythme légèrement ralenti, et à cause de la politique d' "austérité" appliquée par la plupart des gouvernements impérialistes, il n'y a aucune expansion prononcée de la demande des consommateurs. Même aux Etats-Unis, au mois d'octobre 1977, les prix de vente au détail se situèrent en chiffres nominaux à 10% au-dessus de ceux d'octobre 1976, alors que le coût de la vie a augmenté entre ces deux dates de 6 %. Il y eut donc un accroissement du volume de la consommation de moins de 4 %. En septembre, ce volume avait même reculé.

6. La reprise reste très inégale non seulement entre pays mais aussi entre secteurs, ce qui est un facteur supplémentaire pour lui enlever tout caractère cumulatif. Ainsi, d'importantes branches industrielles telles la sidérurgie, la construction navale et les fibres synthétiques se sont enfoncées dans une véritable dépression au moment même de la reprise. La capacité excédentaire dans ces secteurs est telle qu'il y a peu de chances d'une reprise rapide, ce qui pèse évidemment sur le développement général de la conjoncture.

Paradoxalement, la situation est meilleure dans certains pays capitalistes dépendants (c'est-à-dire, les pays capitalistes sous-développés les plus industrialisés), avant tout le Brésil, la Corée du Sud, Hong-Kong et l'Iran, où la reprise de la production industrielle après la récession a été plus vigoureuse que dans les pays impérialistes. On mentionne des taux de croissance du Produit national brut de l'ordre de 8 % en 1976 et de 6% en 1977 pour le Brésil, de l'ordre de 14% en 1976 et de 10 % en 1977 en Corée du Sud, de l'ordre de 16 % en 1976 et de 8 % en 1977 à Hong-Kong, et de l'ordre de 12 % en 1976 et de 9,5 % en 1977 en Iran. Mais il est typique que dans tous ces cas, le rythme de la croissance se soit également ralenti en 1977 par rapport à 1976; un nouveau ralentissement de ce rythme est prévu pour 1978.

La conjonction de tous ces facteurs détermine de nouveau un mouvement dans le sens de la baisse des cours des matièrees premières, comme le fer et l'acier, le cuivre et le zinc, les fibres synthétiques et naturelles, ainsi que la plupart des produits agricoles. Pour le coton, il y a une chute de 33 % entre l'automne 1976 et l'automne 1977. De même, le cours des actions en Bourse est généralement déprimé, les spéculateurs prévoyant un ralentissement de la reprise voire une nouvelle récession en 1979.

Dans ces conditions, la concurrence interimpérialiste ne peut que s'exacerber. Le succès relatif des exportations de certains pays capitalistes dépendants est dû au fait qu'ils exportent des produits payés à des salaires de loin inférieurs à la moyenne de la branche industrielle, alors qu'ils emploient souvent une technologie similaire celle des pays impérialistes. Ils portent ainsi des coups très durs à ces branches industrielles dans les pays impérialistes. Ceux-ci réagissent vigoureusement par des mesures protectionnistes, présentées sous des étiquettes diverses mais revenant toutes, en dernière analyse, à une limitation artificielle des quantités importées. Cette guerre commerciale ne se limite point à la concurrence entre pays impérialistes et pays dépendants. Elle sévit de manière de plus en plus intense entre pays impérialistes eux-mêmes. Les succès spectaculaires obtenus sur le marché des Etats-Unis par les exportateurs japonais d'automobiles et d'appareils de télévision en couleurs a provoqué de vigoureuses ripostes protectionnistes de la part de la bourgeoisie américaine. Celle-ci cherche également à limiter les importations américaines d'acier en provenance de l'Europe capitaliste et du Japon.

Par ailleurs, les capitalistes américains et européens exercent une pression conjointe sur le Japon pour que ce pays libéralise ses importations, vu l'énorme excédent de sa balance commerciale (qui peut dépasser 10 milliards de dollars en 1977). La hausse du yen (17% par rapport au dollar depuis janvier 1977) provoquée tant par la spéculation internationale que par la pression exercée par les Etats-Unis (la baisse du dollar) doit acculer l'impérialisme japonais à d'importantes concessions en la matière.

Conséquence la plus inquiétante pour l'avenir immédiat de l'économie capitaliste internationale : pour la première fois depuis 1975, le commerce mondial s'est contracté durant le troisième trimestre de 1977, par rapport au deuxième trimestre 1977, sous l'effet combiné de toutes ces mesures protectionnistes, (il n'y a pas encore recul par rapport au 3e trimestre de 1976). Selon les dernières statistiques du Fonds monétaire international, les importations et exportations des pays membres de l'OCDE (c'est-à-dire les pays impérialistes dans leur ensemble) ont évolué de la manière suivante :

	Importations (+)	Exportations (+)
3e trimestre 1976	155,7	144,7
2e trimestre 1977	182,8	170,7
3e trimestre 1977	166,3	155,3

Ce recul a affecté différemment les diverses puissances impérialistes :

	Exportations (+)	
	2e trimestre 1977	3e trimestre 1977
Etats-Unis	31,6	28,7
RFA	28,8	28,3
Japon	19,7	20,6
France	16,7	14,6
Grande-Bretagne	14,2	14,6

(+) En milliards de dollars courants.

Ce sont les Etats-Unis et la France qui ont le plus souffert de la contraction du commerce mondial.

Le corollaire du regain de nationalisme économique et de protectionnisme agressif – accompagnés de manipulations monétaires en cascade –, c'est un dérèglement de plus en plus prononcé du système de Bretton Woods et de l'inconvertibilité proclamée du dollar en or.

L'énorme déficit de la balance des paiements des Etats-Unis alimente de toute évidence la dépréciation du dollar. Alors que les banques centrales impérialistes sont obligées d'accepter ces dollars dépréciés comme monnaie de réserve, avec des réticences d'ailleurs croissantes, les capitalistes privés se dégagent de plus en plus de cette monnaie de singe. Une part croissante du commerce extérieur européen et japonais est d'ores et déjà soldée en devises plus fortes que le dollar.

Mais la cause de ce déficit ne réside pas seulement dans les importations croissantes de pétrole par les Etats-Unis – l'arme de la hausse des prix du pétrole prétendument utile à l'impérialisme américain pour améliorer sa compétitivité aux dépens de ses concurrents européens et japonais s'étant avérée une arme boomerang. Elle réside aussi dans le taux d'inflation supérieur aux USA à celui de RFA et de Suisse, et dans l'écart croissant de la productivité industrielle entre les Etats-Unis d'une part et le Japon et l'Europe occidentale d'autre part. Cet écart est notamment dû à un vieillissement prononcé de l'équipement industriel de plusieurs branches importantes aux Etats-Unis, la sidérurgie étant le cas le plus évident :
"Le problème de l'équipement inadéquat n'est pas limité à l'industrie sidérurgique, car une bonne partie des machines industrielles américaines sont vieilles et technologiquement démodées. Suivant le dernier recensement gouvernemental – qui date de fin 1976 – 16 % des installations et machines de l'usine moyenne américaine sont vieilles d'au moins 20 ans et 11 % de leur outillage est technologiquement démodé.

La situation varie de branche industrielle à branche industrielle. Des fabricants de produits lourds rapportent que 20% de leur capacité productive ont été installés en 1956 ou même avant cette date; près de la moitié du matériel roulant des chemins de fer américains ont le même âge. Par contre, dans l'industrie aérospatiale, seuls 6% de l'équipement datent d'il y a 20 ans." ("Far Eastern Economic Review", 11.11.1977).

Les mesures de relance prises au cours des dernières semaines et dans les semaines à venir en Allemagne occidentale, au Japon et aux Etats-Unis et sans doute en France, jointes à l'accroissement des liquidités internationales par suite du déficit de la balance américaine de plus de 30 milliards de dollars en 1977, vont surtout relancer l'inflation, – plus que la production industrielle. Il y a gros à parier qu'après quelques années de ralentissement modéré du rythme de l'inflation – laquelle continue à être un phénomène universel, à la seule exception de la Suisse –, ce rythme va de nouveau s'accélérer en 1978. Si l'inflation s'emballe, des mesures de restrictions monétaires inévitables risquent de précipiter une nouvelle récession avant terme, peut-être déjà avant la fin de 1978. Sinon, elle viendra "naturellement" l'année suivante.

Finalement, il faut souligner que malgré une offensive patronale universelle, appuyée par une armée de réserve croissante, la crainte du chômage, les variantes de la "politique d' "austérité" et l'engagement presque sans exception des directions des PS et des PC pour appuyer le blocage ou les réductions des salaires réels – le PCF constituant pour le moment une exception, mais nous l'attendons au tournant d'une victoire électorale de l' Union de la gauche –, la classe ouvrière des pays impérialistes a résisté de manière remarquable à cet assaut conjugué. Là où elle a cédé d'abord du terrain, par surprise, par désorientation, ou par manque d'une politique d'ensemble de rechange – comme en Grande-Bretagne et en Allemagne occidentale – elle a cherché dès 1977 à regagner une partie du terrain perdu et poursuit ce combat non sans succès. Ailleurs, comme en Italie, en Espagne et en France, les pertes de pouvoir d'achat ont été marginales, sinon nulles, sans proportion commune avec les desseins et les nécessités du grand capital.

C'est la bataille de l'emploi qui s'est avérée la plus difficile. Mais le chômage persistant alimente partout un mécontentement, voire une indignation, croissants à la base des syndicats, qui conduiront à terme à des ripostes vigoureuses de nature politique et anticapitaliste.

La bourgeoisie n'a donc obtenu l' "assainissement" escompté de par la crise, ni dans le domaine économique, ni dans le domaine social, ni dans le domaine politique . Les rapports de force ne se sont pas modifiés fondamentalement en sa faveur. La perspective est celle d'une intensification de la lutte de classe, non celle d'un redressement de la situation du capitalisme. La "belle époque" de "l'expansion-continue-dans-la-paix-sociale" est révolue. Aux travailleurs d'en tirer toutes les conclusions qui s'imposent, devant un régime capitaliste en désarroi prononcé.

Inprecor

NOTE

1) Voir "Inprecor" n° 61/62 du 11 novembre 1976 : "Une reprise hésitante, inégale et inflationniste".

erratum

Une erreur de montage a rendu difficilement compréhensible l'article de Greg Benton : "Qu'est devenu Cheng Chao-lin ?", publié dans notre dernier numéro.

En fait l'article commence avec la deuxième colonne de la page 32 à l'exception des deux derniers paragraphes qui en forment la conclusion. Il continue avec la deuxième colonne de la page 31. Puis, il se poursuit avec la première colonne de la page 32.

Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser pour cette regrettable erreur.

Ernest MANDEL

Le mouvement ouvrier européen devant la dépression économique

Deux années de récession sévère, puis deux années de reprise hésitante et non-cumulative, quatre années de chômage massif et chronique, avec un chômage catastrophique des jeunes; la prédiction quasi unanime que ce chômage va persister longtemps (1) : les organisations de masse du mouvement ouvrier européen qui vécurent dans l'euphorie de "l'expansion-permanente-assurant-le-plein-emploi et le progrès-social" doivent revenir de loin. Le choc traumatique que les masses laborieuses sont en train d'assimiler progressivement dans leur conscience, syndicats et partis de masse réformistes doivent le traduire en revendications, en programmes, en propositions d'action. Leur désarroi économique devant la politique n'a d'égal que leur incompréhension théorique concernant les origines et la nature de la crise.

Crise de pénurie ou crise de surproduction?

L'idéologie bourgeoise dominante a lancé une colossale campagne de désorientation et de mystification de l'opinion ouvrière pour "expliquer" la crise comme une crise de pénurie : crise du pétrole, crise des matières premières "rares", aggravées par la "consommation excessive" des travailleurs qui aurait raréfié les ressources disponibles pour les investissements. L'économie souffrirait d'une colossale pénurie de capitaux.

Partant des faits empiriques, on peut se rendre compte combien cette "explication" est mystificatrice. La récession de 1974-75 fut une récession de surproduction, non de pénurie. Il n'y eut pas pénurie, mais surabondance de pétrole. Les cours des matières premières se sont effondrés au lieu de monter en flèche. Loin de souffrir d'une pénurie de capitaux, les économies capitalistes souffrirent d'une énorme surcapitalisation, d'une masse de capitaux industriels ne pouvant pas être employés (près de 30% de la capacité de production du monde occidental restèrent non utilisés), d'une hausse et non d'une baisse du taux d'épargne, d'une abondance de capitaux-argent dans les banques que les entrepreneurs capitalistes n'empruntèrent guère, vu la stagnation des affaires.

Et comment peut-on rendre responsable de la crise la hausse trop rapide des salaires et les "excès de consommation" des travailleurs, quand il y eut d'énormes capacités de production inutilisées dans des secteurs de biens de consommation comme les textiles, la pétrochimie, la construction immobilière, les appareils électro-ménagers, l'automobile ? Croit-on sérieusement qu'en faisant baisser les salaires, on aurait vendu plus de vêtements, plus de meubles, plus d'appartements et plus de réfrigérateurs ?

En comprenant la crise comme une crise capitaliste de surproduction, les marxistes mettent l'accent sur les deux aspects conjoints qui caractérisent pareille crise dans l'histoire du mode de production capitaliste : la baisse du taux de profit, et le manque de débouchés au niveau des "derniers consommateurs". Le premier provoque la réduction des investissements productifs, donc des ventes de biens de production; le second la réduction des ventes de biens de consommation. Mais les deux sont structurellement liés l'un à l'autre pour provoquer la crise. C'est pourquoi vouloir résoudre la crise en comprimant la consommation de masse, c'est appliquer une politique de Gribouille. Les gouvernements capitalistes l'avaient déjà découvert à leurs dépens dans les années 1929-33. Ils semblent aujourd'hui avoir quelques peu oublié la leçon de ces noires années-là.

Contrairement aux néo-ricardiens et à ceux qui s'en inspirent parmi les politiciens bourgeois et sociaux-démocrates de droite, pour les marxistes, la baisse du taux de profit n'est pas causée par la hausse des salaires, mais par l'augmentation de la composition organique du capital. C'est le fait que tout au long de la période d'expansion accélérée d'après-guerre on a de plus en plus substitué du capital constant au travail (2), qui conduit inexorablement à cette baisse du taux de profit. Le seul noyau de vérité qu'il y a dans l'argumentation patronale, c'est que la résistance acharnée des travailleurs à une baisse du prix de la force de travail ne permet pas – en période de plein emploi – de mettre en marche le mécanisme compensateur de cette baisse du taux de profit que serait un nouveau bond en avant du taux d'exploitation de la main-d'œuvre. Mais c'est évidemment tout autre chose que d'affirmer froidement que les "hauts salaires" seraient responsables de la baisse du taux de profit.

Ce débat théorique n'est pas du tout un débat platonique. La bourgeoisie – et les sociaux-démocrates de droite – cherchent à culpabiliser les syndicats et les travailleurs afin d'affaiblir leur résistance contre l'application des différentes variantes

de la politique d'austérité. C'est un devoir impérieux des militants syndicaux et ouvriers de s'opposer à ces efforts et de défendre avec fermeté leur droit à protéger leur pouvoir d'achat. Mais pareille défense n'a de cohérence et de force de persuasion que si elle offre une autre explication de la nature et des origines de la crise, – qu'on ne peut trouver que dans la théorie marxiste.

La théorie économique marxiste acquiert ainsi une fonction immédiatement politique et pratique dans la lutte de classe en cours, dans la défense du Travail contre le Capital.

La lutte pour la défense du marxisme coïncide ici littéralement avec les exigences d'une défense efficace des salaires réels et de l'emploi du prolétariat. On comprend dès lors que l'offensive massive contre le marxisme, à tous les niveaux, au cours de l'année qui vient de s'écouler, n'est pas non plus le produit du hasard. Elle remplit un rôle précis dans la lutte de classe.

Il y a longtemps que les sociaux-démocrates de droite ont rompu avec le marxisme et véhiculent au sein du mouvement ouvrier les lieux communs classiques de l'idéologie bourgeoise : "Nous sommes tous dans le même bateau." "Nous devons défendre ensemble l'économie nationale (ou l'entreprise, ou l'Europe)." "En période de crise, la lutte de classe est dépassée; les sacrifices sont inévitables; il faut en assurer seulement le partage équitable." Etc.

Plus embarrassée est la position des sociaux-démocrates de gauche et des "eurocommunistes" (voire des PC qui maintiennent encore la fidélité à l'égard du Kremlin). Ils cherchent à combiner un rappel rituel des analystes marxistes – en général rendues de manière fort sommaire – avec la justification d'une orientation stratégique qui consiste à défendre la possibilité de surmonter la crise sans éliminer le régime capitaliste. L'acrobatie intellectuelle que cela implique est navrante et n'impressionne que les naïfs ou les ignorants (3). Ainsi le principal économiste du PCF, Paul Boccara, parle-t-il bien entendu de crise capitaliste (le mot "surproduction" a de la peine à sortir du magnétophone !). Il mentionne même en passant le taux de profit. Mais l'accent est mis sur le "gâchis des moyens de production matériels" (4). On peut ainsi glisser de l'impossibilité d'une solution de la crise dans le cadre du capitalisme sans une forte remontée des profits, à la possibilité de sortir de la crise par "l'élimination du gâchis", la "planification démocratique", c'est-à-dire la rationalisation d'une économie mixte (dont on avoue d'ailleurs qu'elle restera capitaliste...).

Gérer la crise en assumant l'austérité ou défendre les intérêts des travailleurs?

Le but principal de l'offensive capitaliste déclenchée dans tous les pays impérialistes contre les travailleurs depuis le début de la récession est de provoquer une baisse sensible des salaires réels et de reconstituer l'armée de réserve industrielle sur une grande échelle. Ceci devrait assurer une hausse durable du taux de la plus-value et du taux de profit, qui tôt ou tard finirait par relancer l'économie. Mais même si elle ne réussit pas à assurer cette relance, elle modifierait en tout cas durablement les rapports de force sociaux au bénéfice du Capital et aux dépens du Travail : c'est là l'objectif historique à atteindre.

Dans toute une série de pays, ce sont des partis sociaux-démocrates qui se sont fait les avocats et les réalisateurs principaux de cette politique : notamment en Grande-Bretagne, en Allemagne occidentale, au Portugal, au Danemark. Quelques partis eurocommunistes leur ont carrément emboîté le pas, les devançant même par la "hardiesse" de l'engagement. C'est notamment le cas du PC italien et du PC espagnol. Le PSOE s'engage dans la même voie. Le PC portugais a adopté une position mitigée, couvrant la politique d'austérité en principe, mais se laissant entraîner dans l'opposition contre plusieurs mesures pratiques sous la pression de sa base syndicaliste et ouvrière.

Seul parmi les grands partis ouvriers d'Europe, le PCF se prononce pour le moment résolument contre toute politique d'austérité, au nom d'une technique anticrise classiquement keynésienne. Il est rejoint sur cette position par la plupart des courants de gauche de la social démocratie (gauche travailliste en Grande-Bretagne, gauche du SPD, CERES en France, gauche du PSI, Fraternité ouvrière au Portugal, la gauche renardiste en Belgique, etc.)

Les arguments avec lesquels sociaux-démocrates de droite et certains eurocommunistes justifient l'option en faveur de la politique d'austérité sont de deux sortes. Le premier est essentiellement politique. Il revient au sempiternel argument du moindre mal. "Si nous ne gérons pas la crise, elle sera gérée par la réaction et l'austérité sera plus dure encore". En d'autres termes : "Souffrez qu'on vous coupe trois doigts, de peur qu'on ne vous coupe toute la main !"

Aucune démonstration sérieuse n'étaye cette affirmation défaitiste. Qui donc a prouvé que les travailleurs seraient incapables de s'opposer au blocage et à la réduction des salaires, s'ils organisent un combat énergique et unitaire ? Qui a démontré que des gouvernements conservateurs peuvent réaliser leurs projets de politique anti-ouvrière ? A-t-on oublié la lourde défaite que les mineurs britanniques avaient infligé à l'offensive antisyndicale du gouvernement Heath ? Comment expliquer l'échec relatif de la politique d'austérité en Italie, malgré l'appui total que le PCI lui accorde, sinon par la résistance vigoureuse des travailleurs au niveau des entreprises et dans les syndicats ? Cette résistance n'aurait-elle pas été bien plus réussie encore, si elle avait été appuyée par les grands partis réformistes, au lieu d'être trahie par eux ?

Le deuxième argument est de nature plus strictement économique, voire technique. L'aile droite du mouvement ouvrier organisé affirme que sans compression des dépenses des consommateurs, le rétablissement du plein emploi serait impossible. Pour reprendre la formule démagogique d'Helmut Schmidt: "Les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain." (5).

Désorientés et effrayés par la brusque réapparition du chômage massif, un grand nombre de travailleurs se sont incontestablement laissés convaincre par ce genre d'arguments, non seulement en Europe, mais aussi au Japon. La bureaucratie syndicale a vigoureusement relayé cette offensive idéologique. N'insistons pas sur le fait que sous-jacente à cette argumentation est la thèse que le mode de production capitaliste est le seul possible et qu'il faut donc se plier aux lois non de "l'économie" en général, mais aux lois et à la logique intrinsèque de l'économie capitaliste. On ne pourrait mieux démontrer le dégré d'intégration de ces couches bureaucratiques du mouvement ouvrier dans la société bourgeoise et leur degré d'identification avec les "valeurs" de la bourgeoisie.

Mais il se trouve que, même du point de vue "purement technique", c'est-à-dire en se plaçant délibérément dans le cadre des conséquences possibles, voire probables, de la politique d'austérité, l'argumentation est totalement fallacieuse. Elle part de l'hypothèse simpliste et erronée (6) selon laquelle les ressources de la nation se diviseraient en deux gros fonds : celui de la consommation des producteurs et celui des investissements productifs. En réalité, il n'en n'est rien. Il faut distinguer non pas deux, mais trois grandes catégories de dépenses de ressources matérielles et humaines : le fonds de consommation de la classe productive (dans lequel nous incluons les prestations de la sécurité sociale, c'est-à-dire tous les revenus des membres du prolétariat incapables de vendre leur force de travail pour quelque raison que ce soit : retraite, maladie, invalidité, chômage, grossesse, formation ou recyclage professionnel, etc.); le fonds d'investissement productif et le fonds des dépenses improductives, qui incluent non seulement les dépenses d'administration publique, les dépenses militaires, les frais de distribution et de vente occasionnés par la nature anarchique du mode de production capitaliste, mais encore la consommation de la classe bourgeoise, l'épargne soit thésaurisée, soit utilisée à des fins spéculatives, soit sortie du pays.

Il apparaît alors qu'il est parfaitement possible que le premier fonds se réduise sans que le deuxième augmente; les profits accrus des capitalistes ne sont pas investis productivement, mais servent à gonfler des dépenses improductives de toutes sortes. Il est même possible que le premier et le deuxième fonds se réduisent simultanément. C'est exactement ce qui s'est produit en 1975. C'est ce qui semble se répéter aujourd'hui dans de nombreux pays impérialistes.

Il n'est donc pas vrai que les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain. Les profits peuvent augmenter sensiblement alors que les emplois diminuent. Et l'identification d'investissements à la création d'emplois est un autre leurre. Un nombre croissant d'investissements sont des investissements de rationalisation, qui suppriment plus d'emplois dans les industries où ils sont effectués qu'ils créent d'emplois dans les industries où l'on produit des biens d'équipement.

Au fur et à mesure que le chômage chronique dure et s'aggrave, malgré l'application de la politique d'austérité, cette argumentation grossière de la droite du mouvement ouvrier est d'ailleurs de moins en moins crédible dans les milieux syndicalistes. D'autres arguments doivent prendre le relais, ce qui n'empêche que même chez les syndicalistes modérés, l'irritation et l'indignation devant l'impuissance des gouvernements "de gauche", de "centre-gauche" ou de "droite" à rétablir le plein emploi croît de mois en mois.

Les contraintes de la concurrence internationale

Dès lors, les partisans de la collaboration de classe et de la politique d'austérité indépendamment de ses effets sur le niveau de vie et le niveau d'emploi des travailleurs se rabattent sur une deuxième ligne de défense. Le redressement économique ne serait possible que grâce à une vigoureuse expansion des exportations et à une sérieuse compression des importations (7). Or, la compétitivité de l'industrie "nationale" sur le marché mondial dépend de la "modération" des augmentations des salaires. Donc l'austérité est nécessaire pour assurer la relance par les exportations, dans le cadre des"contraintes compétitives imposées par l'économie ouverte".

Là encore, les faits empiriques s'inscrivent en faux contre cette thèse. Les pays impérialistes où il y a eu compression ou stagnation des salaires réels – avant tout la Grande-Bretagne et l'Italie – ont marqué des succès d'exportation beaucoup plus réduits que les pays où le niveau absolu des salaires et leur progression au cours des dernières années ont été plus élevés : l'Allemagne occidentale et le Japon. La compétitivité industrielle dépend essentiellement des coûts unitaires. Ceux-ci sont bien plus déterminés chez les puissances impérialistes par l'avance technologique, les économies d'échelle (l'ampleur des séries produites), l'abondance relative de capitaux et de crédits, le poids des charges fixes, que par le taux absolu ou le rythme de progression des salaires. N'oublions pas que dans l'industrie manufacturière, les frais salariaux ne représentent plus guère que 23-30% des coûts de production totaux.

D'ailleurs, le caractère irréaliste du projet de "relance par l'exportation", appliquée dans tous les pays, saute aux yeux.

Alors que le marché mondial ne s'étend que très faiblement ou même se contracte (comme il le fait fin 1977), les gains des uns doivent être forcément les pertes des autres. Si donc, les syndicats et partis ouvriers réformistes s'associent aux offensives d'exportation de leurs patrons, ils le font non seulement aux dépens des salaires des travailleurs de leur propre pays, mais encore aux dépens de l'emploi de leurs frères de classe dans d'autres pays. A la devise "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous", ces idéologues subsituent une devise nouvelle ô combien sympathique : "Prolétaires de tous les pays, supprimez mutuellement vos emplois et condamnez-vous mutuellement au chômage !." (8).

Le patronat de chaque pays invoque couramment les impératifs de la concurrence internationale pour justifier son opposition contre une réduction immédiate de la durée hebdomadaire du travail (sans réduction du salaire hebdomadaire, avec embauche obligatoire et sans accélération des cadences). Pratiquement toutes les grandes centrales syndicales d'Europe occiden-

tale se sont prononcées en faveur de l'introduction immédiate de la semaine de 36 ou 35 heures. Il faut exiger une campagne de lutte immédiate à l'échelle européenne — et si possible, étendue à l'Amérique du Nord et au Japon — pour les 35 ou 36 heures de travail hebdomadaire, débouchant sur une grève générale européenne pour cet objectif. C'est le seul moyen de résorber radicalement le chômage à court terme.

Mais comment peut-on lutter de manière crédible pour les 35-36 heures à l'échelle européenne, si l'on s'associe simultanément à la lutte de "son" patronat pour défendre la compétitivité de "son" industrie et gagner des débouchés nouveaux pour "son" pays aux dépens du voisin ? Assumer la concurrence capitaliste ou internationale ou pratiquer la solidarité ouvrière internationale, ce sont deux lignes d'action qui s'excluent mutuellement.

La tentation néo-keynesienne

Parmi ceux qui rejettent ou cherchent à camoufler la politique d'austérité, on opte généralement pour des techniques de relance économique d'inspiration keynésienne ou néo-keynésienne. Augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs et des couches les plus pauvres de la population, c'est créer un marché supplémentaire de biens de consommation, qui remettrait la croissance économique sur ses rails, fût-ce une croissance d'un autre type que celle des années 50 et 60 (davantage d'égalité, davantage de consommation sociale, etc.) Le Programme commun en France va dans ce sens, plus prudemment du côté de l'équipe Mitterrand-Rocard-Attali, plus nettement du côté du PCF et du CERES (9).

Il est incontestable qu'un accroissement des revenus des petites gens (qui ont un taux d'épargne plus bas que les bourgeois ou les couches supérieures de la petite-bourgeoisie) peut avoir un effet "multiplicateur" immédiat et se convertir à brève échéance en une reprise sérieuse dans le secteur des biens de consommation. Toute l'expérience des 45 dernières années l'atteste, et ce sous les gouvernements les plus divers, du New Deal de Roosevelt à la première année de l'Unidad populaire au Chili, du Front populaire français de 1936 aux divers gouvernements qui se sont succédés de septembre 1974 à novembre 1975 au Portugal .

Mais cette même expérience confirme aussi :

a) qu'il n'y a aucune répercussion automatique de cette reprise dans le secteur des biens de consommation en une relance sur une grande échelle d'investissements productifs créateurs d'emplois nouveaux. C'est pourquoi le New Deal a été globalement un échec dans la lutte contre le chômage ;

b) qu'il est impossible d'empêcher des réactions vigoureuses de la bourgeoisie dès que l'accroissement des revenus réels des travailleurs dépasse un seuil où la répartition du revenu national entre salaires et plus-value globale est sérieusement bouleversée. Ces réactions s'appellent : évasion des capitaux, grève des investissements, sabotage économique, complots financiers (et au besoin politiques et militaires) contre cette politique;

c) que la conjonction des deux caractéristiques précédentes débouche, dans le cadre du maintien des rapports de production capitalistes et du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie, ainsi que de son insertion dans l'économie capitaliste internationale (réalités qui se cachent derrière le verbiage sur l' "étape de démocratie avancée" et le "maintien de l'économie ouverte"), inévitablement sur une inflation accélérée, qui peut même devenir une inflation galopante, mécanisme "naturel" du régime capitaliste pour enlever aux travailleurs ce qu'ils avaient d'abord conquis et pour les confronter en outre avec un approvisionnement en biens de première nécessité de plus en plus désorganisé.

Certains, dont le théoricien de la gauche travailliste britannique Stuart Holland (10)ont nié" l'effet inévitablement inflationniste des techniques de relance". Ils affirment que ce n'est que parce que ces techniques sont associées à la crise fiscale de l'Etat, c'est-à-dire au refus de la bourgeoisie de payer suffisamment d'impôts et à l'extension insuffisante des nationalisations, qu'elles aboutissent généralement à l'inflation (le fait historique lui-même de ces séquelles inflationnistes n'est guère contestable).

Mais ce refus de la bourgeoisie n'est lui-même ni l'effet du hasard, ni le produit d'une mentalité "incivique" des capitalistes. Il est dans la logique même du système capitaliste, où le seul profit qui compte pour chaque entreprise capitaliste — en fonction des lois inexorables de la concurrence — est le profit dont elle peut disposer pour améliorer ses investissements, sa croissance, sa compétitivité, sa part du marché, et non la plus-value "en général" et dans l'abstrait comme part du revenu national indépendamment de son utilisation. On ne peut réclamer de la propriété privée une conscience de la responsabilité collective (11).

L'expérience a en outre démontré que toutes les réformes fiscales, tous les contrôles fiscaux, et toutes les ponctions accrues des profits qui ne sont pas associées à la destruction du pouvoir politique, économique et social de la classe bourgeoise, n'ont que des effets marginaux, voire pervers. Pour empêcher la bourgeoisie de dérégler une politique économique qui ne sert pas ses intérêts, il faut lui enlever son pouvoir. Si elle garde ce pouvoir, elle se comportera à l'avenir comme elle s'est comportée dans le passé, dans des situations analogues.

Dès lors, le recours aux techniques néo-keynésiennes de relance massive ne peut avoir que des effets positifs très limités, surtout dans le temps. Après un an ou deux, les tensions augmenteront considérablement, à tous les niveaux de la vie sociale, économique et politique. L'économie "mixte" est un mythe. L'économie capitaliste ne peut être relancée et prospérer que dans l'intérêt des capitalistes. On peut sortir de ces tensions soit en rentrant dans la voie de l'austérité ce qui est justement la logique capitaliste, soit en expropriant la bourgeoisie et en entrant dans la voie de construction d'une économie socialiste. Mais se maintenir à mi-chemin des deux solutions ou chercher à les combiner l'une avec l'autre, c'est courir rapidement à la paralysie et la désorganisation totales de l'économie, comme au Chili en 1973.

Le contrôle des investissements

Dans la gauche social-démocrate et chez les eurocommunistes "de gauche", plus sophistiqués - aujourd'hui surtout représentés par le PCF... jusqu'à son entrée dans un éventuel gouvernement d'Union de la gauche – on s'efforce de tenir compte du bilan négatif des expériences de relance keynésienne ou néo-keynésiennes du passé. On va donc un pas plus loin dans la direction du "planisme" des années 30, associant la politique de relance économique par la consommation des masses à celle d'une extension importante des investissements assurés ou contrôlés par l'Etat.

Ainsi, les investissements productifs prendraient plus ou moins le relais des dépenses de consommation pour étendre la reprise à l'ensemble des branches industrielles. Une croissance cumulative – et non une reprise hésitante, limitée au seul département II – deviendrait ainsi possible. Les économistes du PCF parlent hardiment de taux de croissance de 6 % qu'on pourrait ainsi retrouver pratiquement du jour au lendemain, indépendamment du contexte mondial (12).

Toutes les contradictions du concept d' "économie mixte" éclatent à la lumière des propositions concernant les investissements. On peut réduire ceux-ci pour l'essentiel au domaine classique de l'infrastructure économique et sociale (la traditionnelle revendication de la relance par "travaux publics", qui a joué un rôle important dans les années 30). Dans ce cas, il n'y a aucune contradiction de principe avec les intérêts du grand capital, dont les coûts de production sont ainsi en partie socialisés et les rendements accrus à terme. Mais toute la contradiction se déplace vers le domaine du financement.

Financer une politique de travaux publics sur grande échelle au moyen de l'impôt sur les profits ou sur le capital, c'est provoquer toutes les réactions bourgeoises mentionnées plus haut. La financer au moyen d'une taxation de la consommation et des salaires, c'est simplement revenir à une autre variante de la politique d'austérité. Reste le financement par le déficit budgétaire, c'est-à-dire par l'inflation. Et nous revoilà devant les tensions déjà mentionnées.

On peut adjoindre à la politique de relance par les travaux publics – réduits dans ce cas à des proportions plus modestes - une politique de relance par la nationalisation ou la réouverture d'entreprises productives en faillite. Essentiellement, il s'agit du sauvetage de l'emploi par la nationalisation des pertes. Pareille politique peut servir dans l'immédiat les intérêts des travailleurs, à condition qu'il n'y ait ni indemnités ni rachat ni financement par l'impôt frappant les travailleurs et que ces entreprises soient placées sous contrôle ouvrier. Le conflit avec la bourgeoisie redevient, comme dans le cas précédent, celui de la répartition des revenus nets d'impôts, entre salaires et plus-value. Les réactions de la bourgeoisie seront les mêmes que celles indiquées plus haut si on devait s'attaquer sérieusement à ses profits et à ses avoirs. Dans ce cas, il faut aller rapidement jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'expropriation du grand capital, si on veut éviter la catastrophe économique.

Une variante particulière de cette politique de relance keynésienne liée au contrôle des investissements et non à des nationalisations extensives, afin d'éviter l'écueil de ce que ces idéologues appellent "la centralisation excessive" ou plus simplement "l'étatisation", est offerte par un groupe d'économistes sociaux-démocrates allemands de gauche qui ont présenté un rapport à une conférence de travail réunie à Bielefeld en mars 1977 (13).

Ceux-ci utilisent à ce propos la formule vague de démocratisation décentralisée des décisions économiques", traduction dans le langage d'autocensure qu' emploie la gauche respectueuse ouest-allemande des conceptions d'autogestion décentralisée en vogue dans la gauche social-démocrate du reste de l'Europe.

La faiblesse de cette position réside dans son incapacité à expliquer la possibilité d'une interconnexion entre ce système et celui du maintien de la propriété privée, de l'économie de marché et de l'insertion dans l'économie capitaliste internationale.

Qui obligera les propriétaires des trusts à s'incliner devant les décisions d'instances syndicales en matière d'investissements ? Par quels mécanismes seront-elles imposées ? Des capitalistes peuvent-ils investir d'après d'autres critères que ceux de la maximisation de profit de leur firme sans courir à la catastrophe dans un système fondé sur la concurrence ? Comment peut-on supprimer la concurrence sans supprimer la propriété privée ou de groupe, c'est-à-dire sans socialiser le droit de disposer des moyens de production ? Le grand capital ne réagira-t-il pas de la manière la plus violente et la plus radicale contre une telle socialisation, indépendamment du fait qu'elle s'appelle ou non "juridiquement" nationalisation, socialisation, appropriation collective ou autogestion collective et planifiée ?

Finalement, il y a la variante de relance par les investissements productifs d'un secteur nationalisé amplifié, incluant, outre des branches de matières premières, des secteurs d'infrastructures ou des entreprises non-rentables, quelques-unes des entreprises industrielles les plus rentables, parmi les grands monopoles. Dans ce cas, il y aura évidemment résistance capitaliste farouche et sur le plan politique et sur le plan économique. Il y aura surtout âpre concurrence et risque que la baisse des investissements dans le secteur privé neutralise l'augmentation des investissements publics.

Ce conflit sera en outre combiné avec celui du financement, qui sera beaucoup plus aigu dans ce cas. D'où tirer les ressources considérables nécessaires pour relancer les investissements à la fois dans l'infrastructure, dans le secteur anciennement nationalisé et dans le secteur nouvellement nationalisé? Le dilemme est encore plus explosif que celui qui se dégage des hypothèses préalables. Le choix : avancer vers l'expropriation ou retomber dans l'austérité, sera encore plus aigu.

Les partisans de ces solutions (relance de la consommation + nationalisations étendues + "planification démocratique") aggravent d'ailleurs la contradiction de leur projet en n' y ajou-

tant pas le dégagement par rapport à l'économie capitaliste internationale, sauf sous la forme la plus détestable qui est celle du protectionnisme accru et de l'autarcie (14). Il est utopique qu'on puisse appliquer le contrôle des changes et le protectionnisme sur une grande échelle, tout en restant dans le Marché commun. Il est encore plus utopique de penser que, dans le climat actuel de l'économie capitaliste internationale, malade, on puisse restreindre les importations sans provoquer des mesures de rétorsion de la part des gouvernements bourgeois "partenaires" et concurrents. Le PS français exprime cette contradiction de manière particulièrement frappante quand il affirme péremptoirement : "Le moyen le plus puissant et le plus sain pour enrayer la fuite des capitaux est bien sûr de remettre le développement économique sur le bon chemin, car la santé économique (sic) est le meilleur gage de la solidité monétaire. Or seule la gauche est aujourd'hui capable de réussir ce redressement économique." (15).

Existe-t-il une "santé économique" indépendante des intérêts de classe ? La bourgeoisie applaudira-t-elle de façon émue à une reprise de la production accompagnée d'une redistribution du revenu national aux dépens des profits ? L'évasion des capitaux est-elle une réaction purement technique ? N'est-ce pas plutôt une riposte socio-politique ?

Une politique de contrôle et de redéploiement des investissements un tant soit peu sérieuse implique nécessairement une rupture avec les institutions et les "règles du jeu" du capitalisme international, une réorientation de l'économie vers une planification internationale, y compris des échanges, s'appuyant sur le mouvement ouvrier international, sur les pays à économie planifiée, sur certains pays semi-coloniaux et indépendants. Mais cela provoquerait de nouveau de violentes réactions de la part de la bourgeoisie internationale qui ne laisserait que le choix entre la paralysie, la capitulation, ou un pas en avant vers l'expropriation du capital et une planification démocratique socialisée.

L'économie mixte s'avère chaque fois un mythe dangereux et un guet-apens pour le mouvement ouvrier. L'économie peut fonctionner selon les lois du profit; mais pour la dégager de la crise, il faut dans ce cas relever le profit aux dépens des travailleurs. L'économie peut fonctionner selon la logique de la satisfaction planifiée des besoins démocratiquement enregistrés des masses laborieuses. Mais pour l'engager dans cette voie, il faut exproprier la bourgeoisie, renverser son pouvoir politique, démanteler son appareil d'Etat, instaurer le pouvoir des travailleurs et couper le pont-levis du mouvement international des capitaux. Mais elle ne peut jamais fonctionner selon les deux logiques contradictoires à la fois. Vouloir la faire fonctionner sur une telle base utopique, c'est simplement la condamner rapidement à la désagrégation et à la paralysie totales.

La question de la survie d'un "secteur privé" ou celle de l' "alliance avec la petite-bourgeoisie" est un faux problème. Le fait est que ni le Programme commun "revu et corrigé" par le PCF, ni le programme de la gauche travailliste, sans parler de celui de la gauche social-démocrate allemande, ne prévoient l'expropriation de l'ensemble du grand capital (capital financier + toutes les grandes entreprises nationales et étrangères + grands transports + grand commerce d'import-export de gros et de détail). Si à ces bouleversements s'adjoint le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie, la solution socialiste de la crise est possible. Si on limite les nationalisations à quelques secteurs de l'économie, laissant subsister le grand capital, l'alimentant même d'indemnisations substantielles, maintenant les liens avec le capital international et l'appareil d'Etat bourgeois, alors on ne sort point de l'impasse.

La crise est ancrée dans les contradictions du capitalisme. En sortir sans heurter les intérêts des travailleurs de manière profonde et durable, ce n'est possible qu'en renversant le régime capitaliste. On peut et on doit commencer par défendre les intérêts immédiats des travailleurs sans égards aux effets sur la rentabilité capitaliste. Mais une bataille défensive de cette sorte ne peut aboutir à plus long terme – notamment dans le domaine de l'emploi – que si elle s'amplifie en une mobilisation générale contre le capitalisme. Le reste n'est que mauvaise littérature, par laquelle on se trompe soi-même et on trompe les masses.

10 décembre 1977

NOTES

1) Selon le Commissariat français du Plan, dans le cas d'une croissance ralentie de 4,5% par an de la valeur ajoutée dans la période 1974-1980 (taux qui ne sera d'ailleurs sans doute pas atteint), les effectifs employés n'augmenteront que de 0,8% par an, c'est-à-dire moins que les nouvelles arrivées sur le marché du travail. Le chômage structurel augmenterait d'ici 1980 au lieu de diminuer. On peut extrapoler aisément cette tendance jusqu'en 1985. Voir Christian Sautter : "Investissement et emploi dans une hypothèse de croissance ralentie", in "Economie et statistiques", octobre 1977.

2) Selon l'article cité dans la note 1, la "substitution du capital au travail" a constamment progressé en France pendant la période d'expansion, passant du rythme de 2,5% en 1951-1957 au rythme annuel de 4% en 1957-1963, de 5,1% en 1963-1969 et au rythme annuel de 5,8% en 1969-1973. Les taux annuels de croissance du capital fixe productif brut (3,4% en 1951-1957, 5,2% en 1957-1963, 6,6% en 1953-1969 et 7,4% en 1969-1973) vont également croissant, et sont manifestement supérieurs à ceux des salaires réels des travailleurs productifs. On peut déduire de ces séries d'indices la tendance à l'augmentation de la composition organique du capital, sans l'identifier à elles. Car dans la théorie marxiste, le capital constant inclut également la valeur des matières premières, produits auxiliaires, énergie, etc. contenue dans la valeur de la production courante.

3) Sur les contradictions des positions du PC italien à ce propos, exprimées notamment dans le livre de Sergio Zangirolami : "Economia politica e crisi attuale", Editori Riunitti, Rome 1977, voir notre article paru dans le numéro du 23 juin 1977 de "Inprecor" : "L'Eurocommunisme et l'austérité, l'exemple italien".

4) Boccara-Herzog-Le Pors-Quin : "Changer l'économie", Editions sociales, Paris 1977, p.85, 89, 90.

5) Le PSUC (branche catalane du PC espagnol vient d'adopter à son 4e congrès un document explicitement axé sur la lutte contre l'inflation et pour le rétablissement de la compétitivité et de la rentabilité des entreprises.

6) Il y a un parallélisme frappant avec l'axiome stalinien de la priorité à accorder à l'industrie lourde par rapport à l'industrie des biens de consommation, fondée sur la même hypothèse erronée.

7) Le PCF reprend cette stratégie, sans en tirer (encore) argument en faveur de l'austérité. Voir notamment Boccara, op.cit. p.90-91, 97, etc. Herzog, ibidem, p.146, 149-150.

8) L'ancien premier ministre social-démocrate néerlandais, le Dr. Willem Drees affirme dans une interview accordée au bulletin économique ("Ekonomies bulletin") de l'université d'Amsterdam (mai 1977) : "La masse de chômage est causée par le fait que nous laissons exécuter, ici aux Pays-Bas, du travail par des travailleurs étrangers qui pourrait être effectué par des Néerlandais... Il aurait fallu progressivement laisser refluer ces travailleurs étrangers, au fur et à mesure que des travailleurs néerlandais devenaient disponibles... Mais en tout cas des travailleurs (étrangers) qui sont ici sans permis devraient être strictement éliminés..."

9) Voir notamment Boccara-Herzog-Le Pors-Quin, op.cit. p. 141 et suivantes et, Parti socialiste : "89 réponses aux questions économiques", Flammarion, Paris 1977, p.29-30 et 35-36.

10) Stuart Holland : "The Socialist Challenge", Quartet Books, Londres 1975.

11) Une intéressante démonstration a été offerte à ce propos par Rudolf Hickel : "Œkonomische Stabilisierungspolitik in der Krise", Université de Brême, 1977.

12) Boccara-Herzog-Le Pors-Quin, op. cit. 174. – Jean-Pierre Chevènement, le chef de file du CERES, est à ce sujet plus prudent ("Le Vieux, la crise, le Neuf", Flammarion, 1974, p.124-125). Un groupe d'économistes de gauche ouest-allemands, autour du professeur J.Huffschmid, et qui se situent à mi-chemin entre la gauche social-démocrate et le PC, réclament un budget de relance extraordinaire de l'ordre de 20 milliards de DM (45 milliards de francs, 9 milliards de dollars), à la place des 3 milliards de DM décidés par le gouvernement.

13) Baisch et autres "Die Wirtschaftskrise in der BRD".

14) C'est notamment le cas de la gauche travailliste britannique. Les propositions du PCF, tout en restant ambiguës, laissent percer une tendance analogue.

15) Parti socialiste : "89 réponses aux questions économiques", op. cit. p.105.

Pour nos lecteurs intéressés par l'édition anglaise, nous reproduisons ici le nouveau titre de la publication commune ainsi que les tarifs d'abonnement :

Intercontinental Press

Africa Asia Europe Oceania the Americas

inprecor

international press correspondence

Editor/contributing editors are: Joseph Hansen, Pierre Frank, Livio Maitan, Ernest Mandel, George Novack.

Subscription rates	Introductory offer 10 issues	6 months 24 issues	1 year 48 issues
Britain and Ireland	£2.50	£5.00	£9.00
Continental Europe	£4.00	£8.00	£13.00
Continental Europe	(airmail)	£11.00	£19.00

P.O. Box 50, London N1 2XP, England

J. ALBARRACIN & P. MONTES

Le plan économique d'urgence du gouvernement Suarez

Comme dans les autres pays capitalistes en situation de crise ouverte, le gouvernement espagnol cherche à imposer une politique d'austérité aux travailleurs. Il la justifie dans les mêmes termes que les autres gouvernements bourgeois (la "situation insoutenable de l'économie espagnole"), en y ajoutant la gravité exceptionnelle de la crise du capitalisme espagnol par rapport à celle des autres pays impérialistes. Le capitalisme espagnol traverse en effet des moments fort difficiles, ce qui se manifeste notamment par une inflation qui s'accélère de manière ininterrompue, par un déficit insoutenable de la balance des paiements, par un chômage exorbitant et par une forte chute de l'accumulation.

De même que dans les autres pays capitalistes en crise, l'analyse de la bourgeoisie désigne comme cause générale de la situation le renchérissement des prix des matières premières, avant tout la hausse drastique du prix du pétrole, qui aurait donné lieu à un "transfert de ressources" et à un "appauvrissement du pays non encore assimilé", et comme cause immédiate l'incidence insupportable de l'accroissement des salaires, même si la bourgeoisie s'exprime à ce propos de manière plutôt suave, pour ne "pas froisser la susceptibilité des travailleurs". L'analyse inclut les circonstances particulières de la situation politique espagnole, mais ne va pas au-delà de ces formules vagues.

Elle oublie d'insérer la crise de l'économie espagnole dans le contexte de la crise généralisée de l'économie impérialiste, ou, quand elle en tient compte, ces considérations ne touchent généralement qu'aux symptômes et non aux causes profondes de la crise. Elle oublie les caractéristiques structurelles particulières du capitalisme espagnol, qui sont le produit de toute son évolution passée. Elle oublie enfin l'essor actuel de la lutte de classe, qui a pour cause objective la surexploitation de la classe ouvrière au cours des années de la dictature. Il lui convient évidemment de ne pas mentionner la lutte de classe, vu que le gouvernement recherche la collaboration de tous pour "sauver l'économie nationale en ces moments difficiles", mettant l'accent sur le "sens des responsabilités de tous les membres de la collectivité". Il est vrai qu'on ajoute toujours en codicile une menace voilée : "car de cela dépend la consolidation de la démocratie."

Le dernier cycle du capitalisme espagnol et sa situation présente

Avant d'analyser les projets économiques du gouvernement Suarez, il convient de décrire, ne fût-ce que schématiquement, le dernier cycle du capitalisme espagnol, ainsi que la situation précise dans laquelle il se trouve aujourd'hui. Cela peut se résumer de la manière suivante :

a) Une phase d'essor qui s'étend du printemps 1971 au printemps 73. S'appuyant sur le développement de toute l'économie impérialiste internationale, le capitalisme espagnol connaît un accroissement intense de la production et de l'accumulation des capitaux. Le Produit national brut augmente en 1972 et en 1973 à des taux supérieurs à 8 %. L'accumulation brute augmente à un taux supérieur à 15 %.

b) Une phase de surproduction et de prolongation artificielle de l'essor qui s'étend du printemps de 1973 à celui de 1974. L'activité économique continue à croître à un rythme acceptable, bien que la crise de surproduction se manifeste déjà. Cette prolongation artificielle de la croissance est surtout due à la politique économique du gouvernement, qui cherche à retarder les séquelles dépressives de la crise de l'économie impérialiste internationale, afin de ne pas exacerber la lutte de classes. En 1974, le Produit national brut croît encore au rythme de 5 %.

c) Une phase de récession et de stagnation, qui s'étend entre le printemps de 1974 et les premiers mois de 1976. La production industrielle tombe de 10 % entre avril 1974 et avril 1975.

d) Une phase de reprise hésitante et d'absence d'accumulation, pendant l'année 1976 et les premiers mois de 1977. L'impulsion à l'activité économique est venue avant tout de la reprise dans certains pays impérialistes. Mais elle n'a pas été accompagnée d'une reprise du processus d'accumulation des capitaux. L'indice de la production industrielle a augmenté de 16,5 % entre mars 1976 et mars 1977. Mais le taux de croissance des investissements en capital fixe fut négatif en

1975 (- 2,4 %) et en 1976 (- 1,5 %). On s'attend à un autre chiffre négatif en 1977. Les derniers mois (depuis le printemps 1977) sont marqués par un affaiblissement de l'activité. Les résultats de la production industrielle et du PNB en 1977 seront bien inférieurs aux prévisions optimistes du début de l'année.

Les problèmes les plus graves auxquels le capitalisme espagnol doit faire face sont les suivants :

- L'inflation. Tout au long du cycle que nous venons de décrire, que ce soit dans la phase d'expansion ou dans celle de contraction, la hausse des prix n'a fait que s'accentuer. L'indice du coût de la vie a augmenté ainsi :

1972	1973	1974	1975	1976	Premier semestre 1977
7,3 %	14,3 %	17,9%	14,1%	19,8%	13,2% (rythme annuel de 28,1 %)

On craint d'ailleurs que la situation n'empire encore dans les mois à venir, puisque les répercussions en cascade de la dernière dévaluation de la peseta ont commencé à se produire.

- Le chômage. On estime que le nombre de chômeurs a dépassé le plafond du million, pour une population active de quelque 13,4 millions de personnes. Cela représente un taux de chômage de 7,5 %. Durant la phase d'essor, l'armée de réserve industrielle s'était pratiquement réduite à zéro, en tenant compte du fait que l'émigration vers les pays capitalistes européens avait fonctionné comme une soupape de sécurité. Mais dès le début de la crise, le chômage s'est mis à monter en flèche, surtout alimenté par le retour des émigrés, l'incorporation pour des raisons d'âge d'une population supplémentaire cherchant du travail et l'incorporation dans le chômage de couches petites-bourgeoises qui, vu l'aggravation de la situation économique, étaient obligées de travailler chez autrui. A présent, le chômage est sans doute en train de s'accroître considérablement comme résultat des expédients appliqués par les entreprises en crise.

- Le déficit de la balance des paiements. A partir de 1974, la balance en compte courant révèle un déficit, malgré la crise interne et la dévaluation de la peseta. Ce déficit s'élève à 3,2 milliards de dollars en 1974, à 3,5 milliards de dollars en 1975 et à 4,3 milliards de dollars en 1976. Ce dernier chiffre représente 4,2 % du PNB, pourcentage non égalé dans un quelconque pays impérialiste en situation déficitaire. Pour couvrir ces déficits, il a fallu réduire les réserves de change, accroître considérablement les crédits de l'impérialisme international à la bourgeoisie espagnole, jusqu'au point où il devient de plus en plus difficile d'obtenir de nouveaux crédits (il s'est produit de ce fait un changement radical dans la structure de la balance des capitaux, les investissements étrangers directs en entreprises, etc. ayant diminué, alors que les crédits représentent à présent la majeure partie des entrées de capitaux étrangers), établir une position débitrice du capitalisme espagnol par rapport à l'impérialisme international, les dettes en devises étrangères de la Banque d'Espagne étant supérieure au volume total des réserves de change.

- Une situation très précaire des entreprises capitalistes. A la chute du taux de profit provoquée par la crise de surproduction s'est jointe la combativité du mouvement ouvrier qui a réussi à se défendre efficacement des effets de l'inflation, malgré le chômage massif et la durée de la crise. La faible reprise qui s'est produite n'a pas suffi pour améliorer de manière appréciable la situation des entreprises. Ceci explique la faiblesse de l'accumulation. Il faut tenir compte du fait que la crise a atteint de manière fort inégale l'ensemble des capitalistes, et que les grandes entreprises en sortent de manière plus solvables que les entreprises petites et moyennes.

La politique économique de la bourgeoisie dans la crise

Avant d'exposer le dernier plan élaboré par la bourgeoisie pour faire face à la crise, qui, outre qu'il est le plus élaboré théoriquement, est né dans de meilleures circonstances politiques, car il émane d'un gouvernement plus "démocratique", il faut mettre en lumière les caractéristiques de la politique économique de la bourgeoisie espagnole au cours des dernières années et les résultats qu'elle a obtenu.

Un fait capital se dégage des trois dernières années : la bourgeoisie n'a pas été capable d'imposer à la classe ouvrière une politique qui aurait servi à surmonter la crise, en termes capitalistes. Cette conclusion est clairement confirmée par le fait qu'à partir de novembre 1974 (jusqu'à cette date, la bourgeoisie fit semblant de ne pas voir la crise), 7 programmes économiques, pas moins, se sont succédés qui ont tous échoué.
La raison dernière de ces échecs, c'est la combativité ouvrière, bien qu'on puisse y ajouter d'autres causes plus superficielles. On ne pouvait compter totalement sur l'appui des partis ouvriers réformistes qui dépendaient d'une certaine mobilisation ouvrière pour s'implanter dans le jeu politique. Les gouvernements successifs avaient un caractère "transitoire" qui les empêcha d'esquisser une politique à long terme. La proximité des élections ne favorisa guère des mesures dures contre les travailleurs, etc. La succession de tous ces plans, avec lesquels la bourgeoisie a cherché à faire face à la crise, en confirme par ailleurs la gravité et la complexité.

L'ensemble des mesures adoptées dans cette série de plans économiques peuvent être regroupées sous trois rubriques : favoriser les profits capitalistes ; compenser partiellement pour les travailleurs les effets graves de la crise ; améliorer la situation compétitive du capitalisme espagnol dans la concurrence interimpérialiste.

Dans la première catégorie on peut placer le blocage des salaires, la légalisation de la liberté de licencier et les hausses des prix, antérieurement bloqués, de beaucoup de produits, c'est-à-dire l'amortissement des conséquences du renchérissement de l'énergie sous forme de réduction de la consommation des masses. Les données dont nous disposons indiquent cependant que, dans l'ensemble, les travailleurs se sont défendus de manière efficace en ce qui concerne le pouvoir d'achat

de leurs salaires, bien qu'avec beaucoup de disparités selon les régions, secteurs et entreprises. Mais la légalisation des licenciements libres a causé un accroissement sensible du chômage.

Dans la deuxième catégorie de mesures (celles qui devaient servir de compensation pour les travailleurs), il faut remarquer qu'il n'y en a point qui soient passées du papier sur lequel elles étaient inscrites dans les faits. Les projets d'investissements publics pour résorber partiellement le chômage ne se sont pas réalisés. La réforme fiscale a été sans substance. Le contrôle des prix a toujours été débordé. Les améliorations sociales ont été inexistantes.

Quant à la dernière catégorie de mesures, il faut y placer la dévaluation de la peseta et la hausse des tarifs douaniers.

Le plan d'urgence du gouvernement

"Le gouvernement poursuit l'objectif de placer l'économie espagnole dans une voie de croissance stable et durable, et il est convaincu que pour y arriver, il faut un processus d'ajustement coûteux et continu qui permette de surmonter les deux déséquilibres fondamentaux : l'inflation et le déficit extérieur. Si ceux-ci ne sont pas corrigés, il serait impossible de dégager la voie de l'avenir économique."

Ce paragraphe de la déclaration d'intention du gouvernement contient les caractéristiques les plus importantes de son projet pour sortir le capitalisme espagnol de la crise dans laquelle il se trouve immergé, caractéristiques qui ont été par la suite confirmées par le plan d'urgence que le gouvernement a envoyé aux Cortès, récemment élues et par les diverses mesures qu'il a prises. En premier lieu, le gouvernement prétend résoudre les problèmes de la bourgeoisie, l'inflation et le déficit extérieur, en oubliant complètement ceux qui affectent les travailleurs tel le chômage qui se trouvera encore aggravé par les résultats des mesures gouvernementales. En second lieu, le gouvernement prétend réaliser ces objectifs grâce à une politique d'austérité qui se cache derrière l'euphémisme : "processus d'ajustement coûteux et continu". Enfin, le gouvernement n'a nullement l'intention de s'attaquer aux problèmes qui affectent quotidiennement les travailleurs comme la santé, l'éducation etc., remettant leur solution à des temps meilleurs (lorsque l'économie sera de nouveau mise sur l'orbite d'une "croissance stable et durable"?). En d'autres termes : le gouvernement entend résoudre la crise économique du capitalisme espagnol aux frais des travailleurs. Tout semble indiquer qu'il n'y parviendra pas.

L'analyse que fait le gouvernement de la situation pourrait être résumée ainsi. La crise a aggravé trois problèmes : le déficit de la balance des paiements, l'inflation et le chômage. Le déficit de la balance des paiements trouve ses origines dans la hausse du prix du pétrole, qui appauvrit le pays en l'obligeant d'exporter davantage pour importer une même quantité de pétrole (le professeur Fuentes Quintana, lors d'une récente intervention devant la télévision, a même parlé d'un "appauvrissement brutal". Il a donné l'exemple d'une famille qui, sans obtenir davantage pour ce qu'elle vend, doit payer tous ses achats 25 % plus cher). L'incidence de l'inflation sur le déficit extérieur, c'est qu'elle rend les ventes à l'étranger plus chères et donc plus difficiles.

L'inflation, de son côté, aurait des origines assez complexes, mais dont seraient, en dernière analyse, responsables les travailleurs. L'augmentation continue de la consommation au-delà de ce qui arrive avec la production depuis le début de la crise signifie que "nous vivons au-dessus de nos moyens", maintenant un volume de dépenses excessif et provoquant la hausse des prix. Ensuite, "la hausse débordante des salaires", qui s'exprimerait par le relèvement de la part des salaires dans le revenu national de 51 % en 1973 à 57 % en 1976, a provoqué une baisse de "l'excédent de l'exploitation" et une hausse des prix. Cette baisse de "l'excédent de l'exploitation" aurait été la cause déterminante de la chute des investissements et, par conséquent, de l'accroissement du chômage. On le voit, ce sont les travailleurs qui seraient responsables de tous les maux en ayant lutté pour des salaires trop élevés, et en consommant trop. L'objectif prioritaire devrait donc être celui de combattre l'inflation au moyen d'un plan d'austérité qui rétablisse les profits capitalistes au niveau nécessaire pour alimenter la croissance.

En réalité, les choses ne sont pas si simples. Commençons par la balance des paiements. Le gouvernement réduit l'incidence de la crise internationale de l'économie capitaliste à la hausse du prix du pétrole. Mais il oublie l'exacerbation de la concurrence interimpérialiste, le manque de compétitivité du capitalisme espagnol pour des raisons structurelles, etc. Il veut nous faire croire que le pays aurait perdu du jour au lendemain 25 % de ses revenus, ce qui justifierait l'inévitabilité d'une étape d'austérité qui réclame la collaboration des travailleurs.

De fait, le déficit de la balance des paiements entre 1973 et 1974, c'est-à-dire avant et après la hausse des prix du pétrole, n'augmenta que de 4% du PNB, ce qui rend le chiffre de "perte de 25% des revenus" totalement fantaisiste. En outre, les travailleurs ont déjà payé un prix pour cette baisse du revenu national. Alors que leur consommation s'est accrue annuellement de 6 % entre 1965 et 1974, elle n'augmenta plus que de moins de 3 % dans les années postérieures, donc à un rythme moindre que le PNB. En fait, leur consommation occupe déjà aujourd'hui une part réduite et non accrue du PNB. Des erreurs analogues se retrouvent dans l'explication officielle de l'inflation. La rubrique "excédent de l'exploitation" dans la comptabilité nationale, dont la chute agite le gouvernement, n'inclut pas seulement les bénéfices des entreprises mais encore les revenus des classes non salariées, comme les petits paysans et commerçants, les professions libérales, etc. Il s'agit donc en bonne partie de revenus du travail non salarié. Or, ce sont justement ces revenus qui ont été les plus touchés par la crise; tous les indices le confirment.

Sans aucun doute, les bénéfices capitalistes ont été également frappés par la crise économique, mais pas dans la même mesure que la part des salaires dans le revenu national semble l'indiquer. En outre, cette chute des revenus capitalistes a pour cause fondamentale la crise économique capitaliste elle-même.

Si le PNB avait augmenté depuis 1974 au rythme de 6% par an en moyenne (soit moins qu'il ne le fit dans les années précédentes), la part des salaires serait restée à 51 % (ajoutons qu'à la légère augmentation de la part des salaires dans le revenu national correspond également une augmentation de la part des salariés dans la population active !). On ne peut parler de "débordement des salaires" quand les travailleurs n'ont fait que se défendre contre l'inflation. On ne peut pas non plus affirmer que "nous vivons au-dessus de nos moyens", quand les taux d'accroissement de la consommation se sont réduits de plus de la moitié par rapport au passé.

Le point central du plan gouvernemental, c'est le blocage des salaires. En échange, le gouvernement offre une réforme fiscale minime, totalement inutile pour les travailleurs. Comme tous les autres plans du même genre, il y a également des mesures pour corriger le déficit de la balance des paiements, avant tout une nouvelle dévaluation de la peseta, et d'importantes restrictions de crédit qui déterminent un véritable plan de stabilisation.

La politique d'austérité fondée sur une réduction drastique des salaires réels

La lutte contre l'inflation se fonde sur la réduction des salaires réels que le gouvernement entend négocier avec les centrales syndicales par l'intermédiaire des partis ouvriers réformistes (pacte de la Moncloa). C'est à la fois le point le plus délicat et le plus important du plan. De sa réalisation dépend la remontée immédiate des profits capitalistes. Les deux branches des ciseaux sont le coût de la vie et les salaires nominaux.

Commençons par le coût de la vie. Le gouvernement a mis en marche une politique qui tend à accélérer le rythme de l'inflation. Selon lui, le niveau de consommation des masses doit s'ajuster à l'appauvrissement de l'économie espagnole par suite de la hausse des prix du pétrole. La dévaluation de la peseta de 20 % entraîne un impact inflationniste d'au moins 5 %.

Elle déclenchera des hausses de prix en cascade que le récent décret sur le contrôle des prix ne peut ni ne veut arrêter. De plus, l'obligation de provoquer la réduction des importations de produits énergétiques et autres, entraîne des augmentations de prix de beaucoup de produits, et ce à des taux élevés, comme c'est le cas de l'essence, des produits dérivés du pétrole (notamment les produits plastiques), du café, de l'huile de soja, etc., qui ont tous une incidence importante sur la consommation des masses laborieuses. Ces augmentations de prix qui sont souvent provoquées directement par des mesures gouvernementales (accroissement des impôts indirects, comme ce fut le cas du prix de l'essence) ont entraîné une forte accélération du processus de l'inflation durant l'été 1977.

L'autre branche des ciseaux, c'est "la modération dans l'augmentation des revenus salariaux". Dans les négociations avec les centrales syndicales, le ministère du Travail a lancé un ballon d'essai fortement contesté par les centrales, dans la mesure où il ne laisse la place à aucune marge de manoeuvre. Il a offert des augmentations (égales pour tous) "linéaires" de 50 000 pesetas par an (3000 FF, 600 $ US) ce qui correspondrait, selon lui, à une augmentation de la masse salariale de 17 %. Les plans du gouvernement limitent ces augmentations de la masse salariale au taux d'inflation programmé qui est bien inférieur au taux d'inflation effectif.

Au cours des trois derners mois de l'année 1976, le salaire moyen dans l'industrie était de 28 158 pesetas par mois (1 700 FF, 240 $US). Il s'agit du salaire brut, avant déduction d'impôts et de cotisations des travailleurs à la sécurité sociale. Partant de l'hypothèse que les salaires ne se sont pas élevés depuis décembre 1976, la proposition du gouvernement n'implique donc, pour les travailleurs de l'industrie, qu'une augmentation de 14,8 % du salaire nominal brut et non de 17 %. C'est tout à fait inacceptable, car le coût de la vie aura sans doute augmenté de 30 % entre décembre 1976 et décembre 1977. Une augmentation de 50 000 pesetas par an, c'est-à-dire 14 augmentations mensuelles de 3 571 pesetas, brutes, conserveraient le pouvoir d'achat seulement des très bas salaires, inférieurs à 11 900 pesetas, que ne touchent que 4,7% des salariés !.

Catégories de salariés selon le montant des salaires (au 4e trimestre de 1976).

Salaires mensuels (en pesetas)	% de l'ensemble des salariés par catégorie	cumulatifs
jusqu'à 8 000	2,6%	2,6%
de 8 000 à 10 000	2,1%	4,7%
de 10 001 à 15 000	13,3%	18,0%
de 15 001 à 20 000	17,5%	35,5%
de 20 001 à 25 000	15,9%	51,4%
de 25 001 à 30 000	14,0%	65,4%
de 30 001 à 40 000	18,1%	83,5%
de 40 001 à 60 000	12,5%	96,0%
plus de 60 000	4,0%	100,0%

. Source : Institut national des statistiques ; "Enquête sur les salaires". - Les revenus mensuels incluent la rémunération effectivement perçue par les travailleurs, excluant les allocations familiales et les avantages en nature. Les cotisations patronales à la Sécurité sociale ne sont pas inclues. Les statistiques se rapportent aux salariés de l'industrie, de la construction, du commerce, des banques et des assurances.

L'application de cette réduction des salaires réels impliquerait incontestablement une forte hausse des profits capitalistes. En 1976, les travailleurs ont touché au total 3 865 milliards de pesetas de salaires, ce qui représente 56,2% du PNB. Si l'on s'en tient à l'augmentation "linéaire" de 50 000 pesetas pour les 8,9 millions de salariés au travail, la masse salariale atteindrait en 1977, 4 309 milliards de pesetas. Si le taux d'inflation s'établit à 30% et la croissance du PNB en termes réels à 3%, la part des salaires dans le PNB tomberait d'un seul

coup de 56,2% à 47,1%, c'est-à-dire une chute de dix point en l'espace d'un an !. Pour que la part des salaires dans le PNB reste intacte, toujours dans l'hypothèse d'un taux d'inflation de 30 % et d'une croissance réelle de 3%, il faudrait une augmentation "linéaire" de 142 000 pesetas par an. On voit combien la proposition du gouvernement est éloignée de ce chiffre, et combien elle s'efforce de stimuler la hausse des profits aux frais des travailleurs.

La pseudo-réforme fiscale

La nouveauté réelle du plan gouvernemental réside cette fois-ci dans une réforme fiscale offerte aux syndicats en échange du blocage des salaires. Cette réforme fiscale est absolument insuffisante et ne peut être considérée comme une véritable contrepartie par les travailleurs. Avec cette réforme fiscale, le gouvernement déclare vouloir obtenir une augmentation des ressources de l'Etat en vue d'accroître les allocations de chômage et les dépenses publiques nécessaires pour résorber le chômage et obtenir une marge de manœuvre dans les négociations avec les syndicats, démontrant que "la justice sociale s'introduit par la voie fiscale et non par des hausses de salaires". Ses effets pratiques seraient d'obtenir une part majeure de rentrées fiscales supplémentaires aux frais des classes moyennes, en ne pesant que modérément sur le grand capital. En outre, sous la forme sous laquelle elle se concrétise, la réforme fiscale provoque des hausses de prix de biens de consommation. La "récupération globale" est d'ailleurs dérisoire, puisque son bilan global s'établit aux environs de 20 milliards de pesetas de rentrées fiscales supplémentaires, soit 2% à peine du volume total des dépenses publiques.

Il faut souligner que les dépenses publiques représentent 25% du PBN, chiffre insignifiant si on le compare aux 40 % en France et 50 % aux Pays-Bas, par exemple. 2% d'augmentation des rentrées de l'Etat, cela n'est donc que 0,5% du PNB. Mais l'étroitesse de cette "récupération" est encore aggravée par l'aspect très arriéré du système fiscal espagnol. De manière croissante, les rentrées fiscales proviennent de ponctions sur les revenus des masses laborieuses, tant impôts sur les salaires (en 1969, ceux-ci rapportèrent 23% du total des rentrées de l'Etat; ce pourcentage est déjà estimé à 40% en 1976 !), qu'impôts sur les biens consommés par les travailleurs, par le truchement des impôts indirects, y compris "l'impôt de luxe" qui taxe fortement des biens de consommation courants.

L'arriération du système fiscal espagnol se manifeste également du côté des dépenses de l'Etat, comme le prouve par exemple le fait qu'en 1975, selon les données de la comptabilité nationale, 19% des dépenses de l'Etat furent absorbées par les subventions aux entreprises capitalistes (155 milliards de pesetas). Cette année, ce chiffre pourra bien atteindre 236 milliards de pesetas, bien plus que le rapport total de l'impôt sur les sociétés !. Si l'on voulait réellement obtenir les ressources pour constituer un fonds d'allocation de chômage digne de ce terme, il suffirait de supprimer ces subventions, et on n'aurait nul besoin d'une mini-réforme fiscale comme le gouvernement l'affirme abusivement.

Cette pseudo-réforme consiste entre autres en une série de mesures qui risquent de s'avérer inopérantes jointes à d'autres qui prétendent accroître la ponction fiscale sur les revenus moyens et élevés, même si c'est d'une façon modérée. Passons sur l'introduction du concept de délit fiscal et sur le droit d'investigation des comptes bancaires attribué aux autorités fiscales. Ces mesures sont entourées de tant de garanties pour les capitalistes que ceux-ci n'ont nulle raison de s'inquiéter, même s'ils ont poussé en public des cris d'indignation outrée. Le moratoire sur les nouvelles déclarations pour les impôts sur les revenus et les sociétés, pour 1976, va, de même, s'avérer inopérant.

Le taux d'imposition plus fort sur les revenus les plus élevés, dans le cadre des revenus des personnes, s'avérera d'une signification marginale : ce sont justement ces revenus des directeurs et chefs d'entreprise qui sont en général non-déclarés ou falsifiés dans les déclarations transmises au ministère des Finances. Finalement, on a introduit un impôt sur le patrimoine (sur le capital), mais il sera de moins de 1% et il n'augmentera que de manière imperceptible l'ensemble des rentrées fiscales. Simultanément, cependant, le gouvernement a accru les impôts indirects pour augmenter ses rentrées immédiates, et ce malgré toutes les promesses solennelles qui affirmèrent le contraire. Dans le cas de l'essence, le montant de l'impôt indirect est égal à celui du prix accru du pétrole brut. Il y eut également de fortes augmentations de l'impôt indirect sur le café, l'huile de soja, etc. Dans la confusion de ces hausses provoquées par la dévaluation, ou l'accompagnant, même le prix de la farine fut augmenté alors que la dévaluation de la peseta ne l'affecte en rien.

On le voit, le gouvernement n'a rien à offrir aux travailleurs en échange du blocage des salaires et de l'accroissement du chômage.

Dévaluation : les travailleurs paient pour les profits capitalistes

Le gouvernement promet d'effacer le déficit de la balance des paiements au moyen de la réduction du taux d'inflation et de la dévaluation de la peseta. A ce propos, ni l'ampleur de la dévaluation ni le moment où elle fut décidée ne semblent justifiés. Une augmentation de 25% du taux de change du dollar, c'est beaucoup, quand la différence entre l'augmentation des prix intérieurs et des prix internationaux depuis la dernière dévaluation de Villar Mir de 1976 ne justifie qu'une modification du taux de change de 14%, et quand le volume des exportations et du tourisme est déjà en voie d'amélioration.

Bien que la peseta fût surévaluée, dans la mesure où la balance en compte courant révéla un déficit croissant, la réduction de l'activité économique en Espagne et la légère expansion du commerce mondial en 1976 provoquèrent déjà certains ajustements que la dévaluation elle-même ne pourrait considérablement amplifier, comme le démontre d'ailleurs l'expérience des deux dévaluations antérieures, celle de 1967 et celle de 1976. Il ne faut point non plus oublier que vers la fin de 1973, à la veille de la hausse des prix du pétrole, la peseta était

cotée à 57 pour un dollar, alors qu'elle est cotée aujourd'hui à 84, c'est-à-dire une dévaluation de 47%, pourcentage qui est sans rapport avec la différence réelle du taux d'inflation interne et international.

La question peut donc se poser : pourquoi la bourgeoisie a-t-elle opté en faveur d'un taux de dévaluation si élevé ? En premier lieu, elle espère toujours une forte reprise de l'activité économique sous l'impulsion d'un véritable essor des exportations, qui épongerait le déficit de la balance des paiements. Un taux de dévaluation élevé provoquant un abaissement prononcé des prix à l'exportation est censé pouvoir stimuler rapidement les ventes à l'étranger. Il faut se rappeler que depuis le début de la crise économique, nous avons assisté à toute une série de dévaluations en cascade dans le cadre international ; la peseta ne pouvait faire moins dans ce domaine.

Mais ce qui explique dans l'immédiat l'ampleur et le moment de la dévaluation (au mois de juillet 1977, quand le gros des touristes arrive en Espagne, dont les dépenses se trouvèrent ainsi réduites de 25 % sans que leur volume ne s'accroisse considérablement), ce fut la spéculation qui se déclencha contre la peseta depuis le début de la campagne électorale et qui, selon le Gouverneur de la Banque d'Espagne, provoqua une perte de devises d'une valeur d'un milliard de dollars en l'espace de six semaines. La bourgeoisie espagnole n'aime pas perdre ses réserves de change. En un peu plus de six semaines, elle récupéra ce qu'elle avait précédemment perdu, grâce à la dévaluation. De ce fait, les spéculateurs capitalistes ont réalisé d'énormes profits grâce à la dévaluation. La note a été réglée par les travailleurs qui payent la dévaluation sous forme de l'augmentation du coût de la vie.

Un plan de stabilisation?

Dans l'ensemble du plan d'austérité que nous sommes en train d'analyser, la mesure classique de tous les plans de ce type ne pouvait faire défaut : les restrictions de crédit.

Le gouvernement parle de "réduire petit à petit l'expansion monétaire sans provoquer de tensions". Mais ce qui se cache réellement derrière cet euphémisme, c'est la forte contraction de la masse monétaire. Les effets de ce genre de mesures sur l'activité économique sont généralement fort rapides. Mais elles entraînent par la suite des effets plus coûteux et plus difficiles à neutraliser. La bourgeoisie espagnole est cependant convaincue que sans restrictions monétaires, il est impossible d'arriver à décélérer l'inflation, et n'oublions pas que cette décélération reste un de ses objectifs fondamentaux.

Les effets immédiats des restrictions de crédits sont doubles. En premier lieu, la réduction des crédits et la discrimination avec laquelle les banques les accordent en faveur du grand capital évidemment acculent la petite et la moyenne bourgeoisie dans une impasse réellement grave, alors que sa situation est déjà sérieusement détériorée par suite de la crise économique. Il est certain que beaucoup de petits commerçants et artisans ne pourront pas supporter les conséquences de ces mesures, que les expédients de crise augmenteront, qu'il y aura banqueroute et licenciements en chaîne et que le chômage s'accroîtra considérablement. En second lieu, l'importance fondamentale d'un plan de stabilisation consiste en ceci qu'il place les entreprises dans une situation financière difficile devant les négociations pour le renouvellement des conventions collectives. Il leur devient ainsi fort difficile de concéder d'importantes augmentations de salaires nominaux. L' accroissement du chômage et les difficultés accrues au cours de la négociation pour les conventions collectives sont donc les deux répercussions les plus importantes des restrictions de crédit.

Dans la situation présente de l'économie espagnole, caractérisée par un niveau d'activité fort bas, les conséquences du plan de stabilisation ne pourront qu'accentuer le jeu des facteurs de dépression, et créer des obstacles supplémentaires pour une reprise des investissements. On peut en conclure sans risque de se tromper que la caractéristique fondamentale de l'économie espagnole dans les mois à venir sera la dépression.

Le chômage augmente

Selon les chiffres résultant de l'enquête sur la population active de l'Institut national de la statistique, le chômage officiellement enregistré fin 1976 frappa 850 000 personnes, dont seules 300 000 touchèrent des allocations de chômage. Et encore s'agit-il d'une allocation rachitique et absolument insuffisante ! En fait, depuis 1973, on enregistre une chute du taux d'activité de la population en âge de travailler. Si ce taux était aujourd'hui le même qu'en 1973, le chômage enregistré serait de 1,1 million de personnes. La différence est représentée par cette fraction de la population en âge de travailler qui n'est jamais apparue (ou qui s'en est retirée) sur le "marché du travail", par suite de la crise économique.

Cette situation va encore s'aggraver vu la structure d'âge de la population espagnole. D'ici 1980, il faudrait créer 300 000 postes de travail supplémentaires par an pour maintenir le taux d'activité actuel des classes d'âge en état de travailler, et ce, simplement pour que le taux de chômage n'augmente plus, sans même chercher à le résorber. On peut donc prévoir que dans les mois à venir, le chiffre actuel du chômage va s'augmenter de celui des jeunes arrivant à l'âge de travailler, et de celui des victimes des dernières mesures économiques du gouvernement. On évalue en tout cas l'augmentation du chômage à près de 300 000 unités, d'après les sources gouvernementales, pour l'année 1978.

Aucune solution de ce problème angoissant n'a été sérieusement prise en considération par le plan du gouvernement. En fait, quand le ministre Camunas lût la déclaration gouvernementa-

le, on avait eu l'impression qu'il s'était trompé, et qu'il avait oublié de lire le passage sur la lutte contre le chômage. On s'aperçut par la suite qu'il ne s'agissait pas d'une erreur. Les gouvernements bourgeois – et le gouvernement espagnol ne fut pas le dernier à le faire – avaient tout simplement éliminé le maintien du plein emploi de leurs programmes économiques. Cela ne signifie évidemment pas que le gouvernement ne fasse rien dans le domaine de l'emploi. Il attribue de généreuses exemptions d'impôts aux capitalistes qui créent de nouveaux emplois. Il élabore un plan de dépenses publiques pour augmenter l'emploi. Il projette une modeste amélioration des allocations de chômage. Tout cela n'aura guère d'effets appréciables.

Les exemptions d'impôts ne sont que des faveurs accordées aux capitalistes. Les deux autres mesures se voient en fait bloquées parce que la prétendue réfome fiscale n'apportera pas de ressources suffisantes. La part de ces dépenses que le gouvernement compte financer par la dette publique (20 milliards de pesetas) va se heurter à des difficultés sur le marché financier, puisque on cherche simultanément à libéraliser ce marché et à appliquer des mesures de restrictions du crédit. Une politique de dépenses publiques créatrices d'emplois supplémentaires serait, en définitive, en contradiction avec toute la philosophie fondamentale du plan d'austérité que le gouvernement cherche à mettre en place. Elle ne se réalisera donc pas.

L'austérité : aussi à gauche

En conclusion, le plan du gouvernement cherche à rétablir le taux de profit capitaliste aux frais d'un accroissement brutal du chômage et d'une réduction drastique des salaires réels. En échange, il offre une réforme fiscale de pacotille qui ne produira pas les ressources nécessaires dont dépend la survivance même du plan, ainsi que des concessions sur le terrain syndical (retour des biens de l'ancien syndicat aux travailleurs), ainsi que la législation sur les conseils d'entreprise). Ceci afin de faciliter la tâche des directions syndicales pour faire preuve de "sens des responsabilités" pour "sauver le bateau qui risque de faire naufrage et dans lequel nous sommes embarqués tous ensemble". Que peut-on espérer comme résultat de l'application de ce plan ? La crise économique s'aggravera tout d'abord par suite du plan de stabilisation, dans un contexte d'économie impérialiste internationale nullement favorable. Par conséquent, la crise des entreprises et le chômage s'aggraveront de même, dans des proportions extrêmement alarmantes. Ensuite, la situation ne permettra pas un blocage total des salaires tel que le gouvernement le projette. Elle incitera simplement les directions syndicales à plus de "flexibilité" dans le domaine des négociations secteur par secteur, ou entreprise par entreprise. Voilà tout ce qu'espère obtenir la bourgeoisie pour le moment. Enfin, l'inflation s'accélérera irrémédiablement en une première étape, et les travailleurs courront le risque que leurs salaires nominaux augmentent moins vite que le coût de la vie.

La situation politique du gouvernement se détériorera, dans la mesure où il ne réussit pas à sortir la bourgeoisie de la crise mais l'aggravera même dans un premier temps. Cela est déjà révélé par la crise au sein du gouvernement et du parti gouvernemental qu'ébruite couramment la grande presse. Le président du Congrès, membre éminent de l'UCD (Union du centre démocratique, le parti gouvernemental), réclame un gouvernement de concentration qui contribuerait à résoudre les problèmes difficiles. La bourgeoisie commence à prendre en considération l'entrée du PSOE dans le gouvernement.

La bourgeoisie espagnole, pas plus que ses sœurs européennes, ne peut envisager d'autre issue fondamentale à la crise, d'autre voie pour appliquer efficacement l'austérité. Si l'austérité bourgeoise s'avère inapplicable, on passera à "l'austérité de gauche", pour que la crise et l'austérité soient gérées par les partis aujourd'hui hégémoniques au sein de la classe ouvrière.

Mais même sous gestion "de gauche", l'austérité sera et restera l'austérité, c'est-à-dire une attaque contre les intérêts immédiats des travailleurs et, si elle devait être couronnée de succès, une source de démoralisation, de démobilisation et de division de la classe ouvrière, c'est-à-dire un instrument pour modifier les rapports de force en faveur de la bourgeoisie.

Le capitalisme espagnol est en train de faire la démonstration très crue de son caractère irrationnel et exploiteur. L' "austérité de gauche" n'est pas "la seule solution de rechange" devant "l'austérité de Suarez". Au moment où la crise des entreprises se généralise, la solution de rechange qui correspond aux intérêts des travailleurs est celle qui consiste à passer aux revendications de contrôle ouvrier, à réclamer la nationalisation des entreprises en crise, à organiser le combat pour les revendications transitoires et pour un gouvernement PSOE-PCE.

Roberto RODRIGUEZ

La crise la plus grave

Après plus d'un an et demi de mise en œuvre du plan économique, la junte militaire, la bourgeoisie et le capitalisme argentin se débattent dans la crise la plus grave de leur histoire. Le plan de "redressement et d'assainissement" du ministre de l'économie, Martinez de Hoz, est un échec complet; cela provoque le désarroi et l'angoisse parmi les classes dominantes face à leurs vaines tentatives de trouver une issue à la situation actuelle.

Toutes les statistiques et tous les indices économiques indiquent une tendance au déclin dont le renversement apparaît difficile à court terme. L'inflation, véritable enjeu central de la bataille stratégique du gouvernement en matière monétaire, s'élève à 350% pour les 18 mois écoulés, et connaît une croissance continue. Pour le mois d'août, elle atteint le chiffre effarant de 11,3 %. Elle s'élève à 170,4 % pour les douze mois écoulés d'août 76 à août 77. Elle redescend et se "stabilise" en septembre à 8,3%; le taux d'inflation cumulé pour les neuf premiers mois de l'année 1977 s'élève ainsi à 97,9%.

L'inflation atteindrait donc un taux annuel supérieur à 150%, contrairement aux affirmations du ministère de l'Economie qui l'estimait entre 80 et 100% pour la même période. En octobre, comme pour "compenser" l'augmentation de la masse salariale qui a permis aux entreprises privées de distribuer des primes allant de 15 à 40%, les transports, les services publics et tous les articles du panier de la ménagère ont augmenté, de même que les combustibles et les loyers (de 40%). Entre temps, le gouvernement a fixé le salaire minimum à 30 000 pesos (1$ US = 500 pesos), et les fonctionnaires devront attendre fin novembre pour toucher une misérable augmentation de 15% qui a été absorbée et même dépassée de 5% en moins de deux mois par la hausse du coût de la vie. Mais le problème ne s'arrête pas là en ce qui concerne les déséquilibres de l'Etat.

Il y a plus. De janvier à septembre, le salaire réel des agents de la Fonction publique a baissé de 35%! Il ne pouvait en être autrement : le président du FMI en personne, lors d'une réunion avec Martinez de Hoz, a affirmé que "la réalisation du plan économique était plus stricte que ce qu'indiquait le FMI lui-même". Cela donne une idée des extrémités auxquelles on est arrivé. Dans ce cadre, les principaux bénéficiaires de cette politique, les grands monopoles, affermissent leur domination. Dans une enquête couvrant 250 grandes entreprises, 35% d'entre elles ont jugé "mauvaise" leur situation générale en juillet, contre seulement 20% au mois d'août. Si cette tendance se maintenait, au mois d'août de l'année prochaine la situation serait "normalisée" (lire : optimum).

Un des accords passés avec le FMI stipule que le déficit budgétaire ne devra pas excéder 3% de la PIB pour l'année en cours; toutefois, cet objectif paraît extrêmement difficile à réaliser.

Au 31 août, ce déficit atteignit en effet la somme de 540 millions de pesos, qui dépasse déjà le chiffre prévu par le ministère de l' Economie pour toute l'année (contentons-nous de signaler que l'état de la balance des paiements n'a pas été donné, contrairement à l'habitude pour les deux derniers mois). Cela veut dire que pour respecter les normes fixées, on dispose d'ici la fin de l'année, grâce à un réajustement budgétaire, de 50 milliards de pesos seulement, alors qu'on en a dépensé 70 milliards pour le seul mois d'août. Le fait qu'en septembre le solde ait été positif de 2,247 milliards de pesos ne résoud en rien le problème.

Comme on voit, malgré l'émission de nouveaux titres pour couvrir la dette extérieure et intérieure (des titres ont ainsi été écoulés sur le marché allemand pour un montant de 100 millions de marks au taux d'intérêts record de 7,5%) et malgré l'alourdissement des impôts (le fisc a recouvré 216 milliards et 946,2 millions de pesos en septembre, soit 9 milliards et 168,7 millions de plus qu'en août) qui provoque le mécontentement des secteurs de l'agriculture et de l'élevage eux-mêmes, cet objectif est impossible à atteindre. En outre, la hausse des salaires des fonctionnaires, le paiement de leur prime de fin d'année, auxquels il faut ajouter les ordres de paiement non honorés (leur montant devait atteindre 180 milliards de pesos en 1977, selon les prévisions et il atteignait déjà 163 milliards en juillet), sont autant de désastres qui remettent en cause la réussite du plan économique et la confiance des investisseurs

étrangers. Si on ajoute à cet exercice budgétaire désastreux, le solde prévu par les entreprises publiques à la fin de l'année (déficit de l'ordre de 55 milliards de pesos, du même ordre que le déficit budgétaire), on constate que l'économie argentine embourbée dans le marais de sa propre impuissance s'effondre d'heure en heure.

Jusqu'à présent, le gouvernement s'est contenté de recourir à la planche à billets pour couvrir ses nombreuses dépenses; et il continuera à le faire. Cela augmente de jour en jour la masse monétaire en circulation, et nourrit logiquement l'inflation. La chute constante du peso va conduire à une nouvelle division du peso par un facteur cent ou mille. Cela veut dire que si la première option, la plus probable, est retenue, 1 dollar US vaudra 5 pesos argentins alors qu'il en vaut actuellement 500. En présentant, il y a 18 mois, son plan économique, le gouvernement lui donnait comme objectif central la lutte contre l'inflation : il n'a pourtant obtenu aucun résultat positif, ni dans ce domaine, ni dans aucun autre. Son plan, celui des grands monopoles internationaux et des secteurs agricoles exportateurs, se préoccupe peu du taux d'inflation tant qu'il ne menace pas leurs intérêts. Dans la ligne de ce programme et des accords passés avec l'impérialisme, on assiste à une mainmise ouverte sur l'économie.

On importe des produits de toutes sortes, vu les facilités douanières accordées par le gouvernement; la loi antidumping reste toujours en discussion et on craint pour la fin de l'année des importations massives d'articles ménagers, d'appareils électriques, de certains produits industriels et d'automobiles dans un avenir proche. On viendra ainsi définitivement à bout d'une production locale déjà mal en point. On en est même arrivé à imposer du lait en poudre au "pays des vaches", comme on appelle l'Argentine. Le ministère de l'Economie entend importer tout produit un tant soit peu industriel et n'exporter que des matières premières. Les fonctionnaires concernés ont fait savoir eux-mêmes qu'un objectif optimiste, au vu des importations croissantes, serait de trouver un équilibre entre elles et les exportations.

S'ils n'exportent pas les produits agricoles et le bétail, c'est parce que la fièvre aphteuse et le Marché commun l'interdisent. De cette façon, l'industrie locale court à l'effondrement. Son incapacité chronique à faire concurrence à la production étrangère lui interdit d'être "efficiente" comme le voudrait Martinez de Hoz; elle tend lentement mais sûrement à disparaître, avec les conséquences que cela implique en matière de chômage. L'ensemble du secteur voit sa rentabilité chuter de jour en jour. Avec la disparition des coopératives, suite à l'adoption de la sinistre loi dite des "entités financières", le crédit dont elles constituaient la principale source, est devenu très cher. Les banques officielles orientent leur politique de crédit vers les grandes entreprises étrangères, et l'inflation produit un phénomène continu de décapitalisation. L'ensemble de ces facteurs, auxquels il faut ajouter les restrictions apportées aux crédits à l'exportation, en invoquant précisément des raisons anti-inflationnistes, et l'abrogation du régime d'aide aux exportations par préfinancement et postfinancement, place le secteur dans une conjoncture difficile où il se voit largement concurrencé en qualité et en prix par les produits d'importation. Il souffre de décapitalisation du fait de l'inflation. Sur le marché intérieur, le faible pouvoir d'achat de la population et la concurrence des monopoles lui interdisent d'écouler sa production; il en va d'ailleurs de même sur le marché extérieur. Autant dire qu'il se trouve ligoté et prêt à être dévoré.

Selon certaines rumeurs, on en viendrait à fixer un contingent par secteur; certains ne pourraient plus bénéficier du préfinancement, le remboursement de plusieurs produits serait supprimé, le taux d'intérêt sur certaines marchandises serait relevé et les exportations industrielles subiraient alors un brutal contrecoup. Malgré tout, la moyenne et la grande industrie – unies maintenant par un intérêt commun –, s'efforcent de survivre ou d'augmenter leur capacité de production: c'est ainsi que s'est créé le Foro Empresario de Defensa de las Exportaciones Industriales (Association des entreprises pour la défense des exportations industrielles).

Cet organisme, qui comprend notamment la FIAT, General Motors et Mercedes Benz, vise à promouvoir les exportations de produits manufacturés face au refus officiel d'encourager ces activités.

La récession touche tous les secteurs

Dans ce cadre, la récession joue un rôle évident; contrairement à l'optimisme des pronostics officiels, elle s'annonce durable. Le mois d'août a connu un nouveau record de faillites, avec le passif le plus élevé depuis 1970. Les ventes continuent à baisser, de même que le salaire réel qui a chuté de 57 % (base 100 en 1973). La rentabilité des entreprises est continuellement affaiblie et aucune solution n'est en vue pour le moment. Pratiquement, tous les secteurs industriels se heurtent à la faiblesse de la demande. Un secteur important comme celui de l'industrie du papier a réduit sa production de 8,4% sur les huit premiers mois de l'année, par rapport à la même période de l'an dernier, et il est difficile d'envisager une relance à court terme.

Le secteur automobile a certes connu une amélioration sensible de sa production, mais les ventes sont à nouveau en baisse car les concessionnaires spéculent en gonflant les stocks pour tirer le meilleur profit d'une prochaine augmentation des prix.

En outre, vu la situation actuelle des revenus, la vente des voitures de petite catégorie a baissé de 12%. On note seulement une augmentation de la demande en véhicules de charge et de transports, en provenance du secteur de l'agriculture et de l'élevage du fait de sa propre croissance.

Dans le secteur de l'alimentation, le faible taux d'activité et la faible rentabilité, combinés à la chute du salaire réel, ont provoqué une contraction de la production de 6% par rapport à l'année dernière. L'industrie textile qui connaît également une forte surcapacité de production (40%) se ressent de la chute du pouvoir d'achat de la population tout comme les autres secteurs qui produisent des biens de consommation durables. En outre, la hausse du prix des matières premières, le renforcement de la pression fiscale et les dépenses financières réduisent considérablement ses profits. Le secteur de la construction connaît une chute terrible de son activité, la hausse continue des coûts, l'absence de financement et la faiblesse de la demande entravent les possibilités de relance.

Dans d'autres branches comme l'électronique, les appareils ménagers, la chimie, la pétrochimie, la cellulose, le papier, la construction ferroviaire et navale, les machines-outils, la récession atteint des niveaux qui sans être alarmants sont préoccupants; en effet, la chute de la demande sur le marché intérieur, les entraves à l'exportation et la baisse des tarifs douaniers créeront à terme une situation délicate. Par ailleurs, diverses chambres patronales de ces secteurs ont annoncé que si les ventes ne s'amélioraient pas, elles seraient contraintes de réduire leurs effectifs.

Là encore, seul le secteur des machines agricoles connaît une expansion soutenue. Les grands propriétaires fonciers qui sont les principaux bénéficiaires de la crise ont quelques difficultés à maintenir leurs profits.

Il faut insister sur le fait que l'indépendance du secteur agricole est largement fictive. En effet, face à son incapacité à affronter la concurrence sur le marché international, il doit obligatoirement déverser le gros de sa production sur le marché intérieur; pour ce faire et afin de préserver sa rentabilité, il en vient à augmenter le prix de ses produits ce qui provoque un refus d'achat logique de la grande majorité de la population. Tout projet de relance économique sectorielle est irréaliste, et tant que l'économie ne connaîtra pas une relance dans son ensemble, il ne sera pas possible de s'engager dans la nouvelle phase de croissance souhaitée.

On voit donc comment "l'élément moteur" de la relance économique s'avère incapable de jouer ce rôle.

L'agriculture n'est pas épargnée

La viande, principal produit d'exportation, ne trouve pas de débouchés; le Marché commun en a constitué d'importantes réserves et a instauré de sévères barrières à l'importation. Les principaux pays consommateurs disposent de ressources suffisantes du fait de leur propre production. Seule l'URSS en achète des quantités relativement importantes à l'Argentine. Face à cette impossibilité d'exporter les excédents, les producteurs augmentent leurs prix sur le marché intérieur, participant ainsi à la hausse du coût de la vie. Et la consommation de viande a chuté de 50% le mois dernier. La production agricole, qui se trouvait dans une situation exceptionnelle encore récemment (récolte record de maïs et de blé en 1976), connaît à son tour une baisse nette.

Si on ajoute la pression fiscale qui s'exerce aussi sur ce secteur, même si elle a des effets moins asphyxiants que dans certaines branches industrielles, on peut constater la validité de nos pronostics qui affirmaient que le secteur agriculture-élevage avait atteint un niveau d'expansion tel qu'il ne pourrait pas continuer son essor, indépendamment de celui d'autres secteurs de l'économie. Caractériser l'année 1977 comme une "année agricole exceptionnelle" ne correspond pas à la réalité; le mécontentement de certains organismes agricoles en témoigne, comme on peut le constater avec les critiques incessantes de la politique économique que font la Federacion Agraria Argentina (Fédération agraire argentine), la Confederation Rural Argentina (Confédération rurale argentine), les coopératives agricoles, etc.

La récolte actuelle de maïs et de sorgho est rendue difficile parce que les coûts croissants, la pression fiscale élevée et la politique officielle toujours aussi floue en matière de prix ont fait diminuer la superficie ensemencée.

La surface ensemencée en blé, principale céréale cultivée du pays, a diminué de 35,34% en un an. Dans son ensemble, la superficie ensemencée a diminué de 6% pour la même période. Cette chute de la production nationale est liée à la baisse des prix de ces produits sur le marché mondial: vu le niveau élevé des coûts internes, de nombreux propriétaires sont enclins à réduire les surfaces ensemencées pour ne pas risquer de devoir vendre la récolte à bas prix. De ce fait les investissements dans le secteur agriculture-élevage, les seuls à s'être maintenus l'année dernière, commencent à décliner et leur relance paraît difficile.

L'état du secteur est même plus grave si on considère les perspectives prochaines et la politique du gouvernement pour l'avenir. La transformation probable de la Corporacion Argentina de Productores (Corporation argentine des producteurs de viande) en une société à capital la livrerait aux grands capitaux dont les liens sont connus publiquement. De même, la mainmise de groupes monopolistiques sur les silos et les bâtiments de stockage du grain qui sont construits actuellement place certains producteurs dans une situation angoissante. Il ne fait donc aucun doute que la crise économique est générale : il n'y a pas d' "îlots" qui échapperaient à la débâcle. La situation s'aggravera encore dans les prochains mois et l'économie se verra bientôt livrée à l'impérialisme. On parle déjà de rendre au secteur privé cent entreprises d'Etat importantes.

Voilà comment on fait fuir les investissements productifs, on décourage les exportations et on aggrave la misère des secteurs les plus larges de la population.

La spéculation financière est le seul secteur où le capital moyen ou grand essaie d'obtenir par ses investissements des profits faciles et sûrs. Ce n'est pas pour rien qu'ont été lancés des bons du Trésor à échéance de sept jours seulement ! Le taux d'intérêt mensuel atteint 9 % et le marché financier offre de multiples occasions. Avec l'aggravation de la crise, le gouvernement a renoncé à affirmer que 1977 serait l'année de la relance économique : il recule cette farce à l'année prochaine. Mais il ne peut pas y avoir de relance car il s'agit de la crise du capitalisme dépendant argentin.

La relance des luttes ouvrières

Cette situation économique a agi comme détonateur de nombreuses mobilisations ouvrières. Nous approchons lentement du fond de la crise économico-sociale : soit les travailleurs seront vaincus en tant que classe, soit ils réorganiseront leurs forces, engageront des batailles défensives, pour pourvoir, ensuite, en finir avec la dictature. Pour les seuls mois d'août et septembre, on a compté près de 200 000 ouvriers en grève dans tout le pays (ce chiffre inclut les actes de sabotage de la production, les actions "bras croisés", les débrayages et d'autres formes de lutte qu'ont choisies les travailleurs). En octobre, cette vague de conflits, loin de décroître, s'est encore amplifiée. Les luttes touchent Peugeot, Chrysler, Mercedes Benz, Lozadur, Renault (Cordoba) et de nombreuses autres entreprises de moindre importance. Ce n'est pas par hasard que le ministre du Travail, Liendo, vu la physionomie que prenaient les événements, a précipité une tournée dans la zone littorale, de Zarate à Santa Fé, où se déroulaient divers conflits. Il n'en a rien obtenu malgré la mutiplications des discussions avec les bureaucrates et les militaires nommés par l'Etat à la direction des syndicats en conflit. Cela met à jour le rôle nouveau que joue la bureaucratie syndicale dans ses rapports avec les travailleurs, le patronat et l'Etat. Ainsi, dans des situations trop critiques ou dans celles où l'ampleur et les caractéristiques du conflit interdisent le recours à la répression, le gouvernement reconnaît "cette caste".

La dictature entend ainsi utiliser les bureaucrates comme "force de réserve" ; ne pas les faire monter en première ligne ; ne pas les soumettre à la pression quotidienne de la base et à la perte d'autorité qui s'ensuit ; les maintenir dans l'isolement et ne les laisser agir que lorsque leur action devient absolument nécessaire.

Par ailleurs, le gouvernement est parfaitement conscient que la reconnaissance de toute bureaucratie syndicale ouvrirait la porte à la mobilisation du mouvement ouvrier qui pourrait utiliser certaines "ouvertures légales" pour impulser ses luttes et ses revendications. Cela met également à nu le comportement misérable de la bureaucratie qui après avoir "rompu tout rapport" avec la junte militaire et s'est tournée vers la base pour consolider ses propres positions et pouvoir négocier dans de meilleures conditions avec les militaires, s'agenouille à nouveau devant les maîtres de l'heure et leur livre sans hésitation les luttes des travailleurs.

La "commission des 25" qui doit son nom à ce qu'elle regroupe 25 syndicats, joue le rôle d'une centrale unique bureaucratique ; lors des derniers conflits, elle a tenu une place importante ; s'ils n'obtiennent pas leur reconnaissance légale par le gouvernement, ce qui leur permettrait de gérer à leur profit les biens financiers et les œuvres sociales des syndicats, et la fin de la nomination de militaires à la direction de certains syndicats, les bureaucrates qui dirigent cette commission se préparent à engager avec d'autres syndicats un plan de lutte centré sur la question des salaires, de la libération des bureaucrates emprisonnés et du rétablissement du fonctionnement régulier des syndicats. S'ils n'ont pas encore engagé une telle action, c'est que la situation générale n'est guère propice et que leurs forces sont insuffisantes.

Dissensions au sein de la junte

Tout cela a conduit le ministre du Travail à jouer un rôle de médiateur auprès de la bureaucratie ; il se déclare publiquement partisan de la "manière douce" et simule un affrontement avec le ministère de l'Economie, à la tête duquel se trouve le personnage probablement le plus détesté du pays. Ces conflits entre les deux ministères peuvent être le produit de la lutte intestine qui secoue la junte militaire, mais le principal objectif du ministre du Travail dans cette affaire vise à apparaître "sur la gauche" du ministre de l'Economie et à chercher un relatif consensus dans certains secteurs par le jeu des rapports qu'il entretient avec la bureaucratie. Une telle politique ne doit recevoir aucun appui ni agrément, contrairement à ce que prétendent le PC et d'autres traîtres réformistes : elle ne peut qu'être dénoncée. Ou faut-il prétendre que le ministre du Travail, Liendo, n'a signé qu'à regret le décret-loi 21400 (la loi dite de "sécurité industrielle" qui laisse toute liberté de licenciement au patron en cas de conflit) ou qu'il a hésité - à repousser d'un an le rétablissement du fonctionnement normal des syndicats qu'il avait pourtant à plusieurs reprises promis pour cette année ?

Cette politique et la répression par l'armée dans les usines, constituent l'option "progressiste" que proposent de soutenir le PC et certains secteurs bourgeois éclairés qui se prétendent aujourd'hui démocrates. Comme nous l'avons dit, cette volonté du ministre du Travail d'apparaître souple et ouvert correspond non seulement à ses compromis avec la bureaucratie mais aussi aux affrontements entre militaires.

Ce n'est pas par hasard que Liendo a déclaré que le montant du budget mensuel d'un ménage pour une famille-type atteint 60 000 pesos (120 $ US), alors qu'un décret postérieur du ministère de l'Economie a porté le salaire minimum à 30 000 pesos. Liendo proposerait-il le relèvement bimensuel des salaires en fonction de la hausse du coût de la vie pour des raisons humanitaires ?

L'application du plan économique a suscité diverses critiques de nombreux secteurs sociaux ; la politique de rentabilisation mise en œuvre par Martinez de Hoz a plongé l'industrie locale et les salariés dans une situation insupportable. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que ces secteurs se dressent contre le plan économique, pour des motifs et par des moyens variés. Toutefois, nous insistons, l'économie ne connaîtra pas de changements d'orientation tant que la junte militaire se maintiendra au pouvoir.

Guy DESOLRE

L'économie des pays de l'Est dans le quinquennat 1976-1980

Le 25e congrès du Parti communiste d'Union soviétique a adopté, l'an dernier les grandes lignes du 10e plan quinquennal, qui se sont traduites dans le plan 1976-1980 lui-même, adopté par le Comité central du PCUS et ensuite par le Soviet suprême, sous forme de loi, en octobre 1976. L'ensemble des pays de l'Est européen ont également une planification quinquennale qui correspond à la même séquence (1976-1980). Même la Yougoslavie ne fait pas exception avec son plan social de développement pour 1976-1980.

L'ensemble de ces pays a publié durant les derniers mois, des bilans assez complets de l'accomplissement de la première année de quinquennat.

Avant d'examiner les problèmes actuels des économies de ces pays face à la crise économique du système capitaliste, il s'impose donc de jeter un coup d'œil sur les plans quinquennaux, puis sur les données concernant la première année d'exécution du plan (1). Nous examinerons ensuite les perspectives pour l'année en cours, les problèmes liés aux échanges internationaux et les chances des plans d'être réalisés en 1980.

La réalisation des plans 1971-1975

On s'accorde pour dire que la réalisation du plan quinquennal soviétique a été un échec, ainsi que l'avaient d'ailleurs prévu, avant la fin de la période, E.Salvini (1), H.H. Ticktin (2) et d'autres auteurs. Le manque d'emphase avec lequel Brejnev tirait le bilan du plan 1971-1975 au dernier congrès du Parti communiste de l'URSS en témoigne à sa façon : "Le bilan général du 9e quinquennat se ramène pour l'essentiel à ceci : le travail consciencieux du peuple soviétique, de même que l'activité dirigeante et organisatrice du Parti ont assuré une croissance stable de l'économie. Les grandes tâches socio-économiques du quinquennat ont été accomplies." (3).

On peut apprécier de deux manières les résultats économiques des pays de l'Europe de l'Est. La première consiste à les comparer aux prévisions des planificateurs. La seconde consiste à les comparer aux résultats obtenus par les économies capitalistes occidentales. En comparant les résultats soviétiques pour le quinquennat avec les objectifs du quinquennat lui-même, on obtient, pour l'économie soviétique, un très clair constat chiffré de l'échec. Le tableau I en témoigne :

Tableau I. Objectifs et résultats du 9e Plan (1971-1975).

	Objectifs	Réalisations
(taux de croissance exprimés en % annuels moyens)		
Revenu national	6,8	5,0
Production industrielle	8,0	7,4
Secteur A	7,9	7,8
Secteur B	8,3	6,6
Production agricole	4,3	0,4
Investissements Bruts	6,7	7,0
Chiffre d'affaires du commerce de détail	7,2	6,4
Productivité du travail		
Industrie	6,8	6,0
Construction	6,5	5,1
Salaire moyen des ouvriers et employés	4,1	3,6
Rémunération des kolkhoziens	5,5	4,3
Revenu réel par tête	5,5	4,4

.Source : Hans-Hermann Höhmann-Gertraud Seidenstecher, "Zum Start ins 10. Planjahrfünft. Die Sowjetische Wirtschaft 1976-77", Berichte des Bundesinstituts für ostwissentschaftliche und internationale Studien, n° 8-1977, p. 7).

En moyenne annuelle, le taux de croissance de l'économie nationale est tombé de 7,8 % pendant le 8e quinquennat (1966-1970) à 5,5% pendant le 9e quinquennat.

En revanche, les taux de croissance planifiés ont été en général atteints dans les pays de l' Europe de l'Est, durant la même période. En comparaison avec la deuxième moitié des années soixante, le taux annuel moyen de croissance du produit national fut pour l'Europe orientale (Albanie et la Yougoslavie non comprises) de 7,8 % au lieu de 6,5%. En règle générale, les objectifs des plans ont été atteints ou dépassés. Le dépassement moyen pour l'ensemble des pays est plus particulièrement dû à l'expansion inhabituelle de l'économie polonaise (9,8% en 1971-75) et de l'économie roumaine (11,3% en 1971-75), qui avaient les taux de croissance les plus élevés des pays du

Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM, plus connu sous son sigle anglais : Comecon). Ceci est d'autant plus significatif que ces deux pays ont été également ceux où l'on a encore connu une nette augmentation du nombre de travailleurs employés dans l'industrie (2,9% de moyenne annuelle en Pologne pour 1971-1975 et 6,2% en Roumanie pour la même période).

En comparaison avec la deuxième moitié des années soixante, les taux de croissance industriels 1971-75 de la Pologne et de la Roumanie ont été plus élevés, tandis qu'ils étaient égaux pour la RDA, la Hongrie et la Tchécoslovaquie et qu'en Bulgarie et en URSS, un ralentissement devait être noté par rapport au quinquennat précédent. Etant donné le poids prédominant qu'a toujours l'industrie soviétique, le taux de croissance industrielle de l'ensemble des pays européens du CAEM a été ralenti : 7,8 % pour la moyenne des années 1971-75, contre 8,4 % pour le quinquennat précédent (4).

Quant aux objectifs pour la production agricole, ils furent réalisés pour tous les pays d'Europe de l'Est, sauf en URSS (où la production agricole recula en 1972, 1974 et 1975) et en Roumanie (où une croissance exceptionnellement élevée avait été prévue par les planificateurs).

Si on compare les résultats obtenus dans les pays de l'Est aux performances des économies capitalistes occidentales, l'image est différente. Malgré leurs difficultés, l'ensemble des pays de l'Est obtiennent des performances qui contrastent avec la stagnation occidentale; de ce point de vue, même les résultats modestes ou médiocres obtenus en URSS, par rapport aux objectifs prévus par le plan, apparaissent comme relativement favorables, et la part des pays du CAEM dans la production mondiale s'est accrue. La récession mondiale a toutefois eu des effets néfastes sur les économies de l'Est durant la dernière année du quinquennat, et l'on peut citer à cet égard la cherté des matières premières et des produits semi-finis pour l'industrie chimique, qui a conduit les pays pauvres en matières premières à restreindre leurs importations et, partant, le rythme de développement de leur industrie chimique.

Les plans pour 1976-1980

Dans tous les pays européens du CAEM, le rythme de développement de l'ensemble de l'économie nationale se ralentira sensiblement durant les années 1976-1980, en comparaison avec les années 1971-1975. Ceci représente la donnée fondamentale qui résulte des directives adoptées par les congrès des PC au pouvoir et des plans adoptés à leur suite (5). Le rythme de croissance de la production industrielle est également appelé à diminuer en comparaison avec le quinquennat précédent.

Ceci représente pour les pays de l'Europe de l'Est (URSS non comprise) une solution de continuité avec le passé le plus récent. Par contre, les taux de croissance modestes de l'URSS se situent dans le prolongement d'une tendance à la baisse. Aucune publication soviétique ou est-européenne ne justifie, bien entendu, ces diminutions des rythmes de développement.

Mais parmi les facteurs dont les planificateurs ont tenu compte il faut sans aucun doute compter les incertitudes qui planent sur l'avenir économique du monde occidental d'une part, et l'obligation de ne plus compter sur un accroissement de la population industrielle (comme cela a encore été le cas durant le dernier quinquennat en Pologne et en Roumanie), d'autre part.

La modestie du plan soviétique se reflète dans le tableau II.

Tableau II. 10e Plan quinquennal.

Accroissement en 1976-1980 en % par rapport à 1975

	Rapport Kossyguine	Plan définitif
Revenu national	24-28	26
Production industrielle	35-39	36
dont : groupe A	38-42	38
groupe B	30-32	32
Production agricole	14-17	16

. Source : A.N. Kossyguine, "Les grandes options de l'économie nationale de l'URSS pour 1976-80", Moscou, Editions A.P.N., 1976; Loi sur le plan 1976-1980, in "Vedomosti verhovnogo soveta SSSR", n°44, 1976, texte n° 624, p.718.

De la comparaison, il résulte quelques enseignements qui ne sont pas dénués d'intérêt. La modestie des chiffres de contrôle mise à part, on remarquera que, dans l'ensemble, les chiffres de contrôle du plan se situent en général dans la fourchette donnée par les chiffres de contrôle de Kossyguine. Toutefois, le taux de croissance donné pour la production industrielle globale se situe plus près de la limite inférieure que de la limite supérieure.

Mais ce qui est plus intéressant, c'est le sort des chiffres de contrôle des deux secteurs (groupe A et groupe B) qui, comme on le sait, représentent la production des moyens de production et la production des biens de consommation. Comme on le voit, le groupe A est resté à la limite inférieure de la fourchette, tandis que le groupe B (biens de consommation) a été poussé à la limite supérieure. Cela veut dire que sans pouvoir autant prévoir (comme le faisait le 9e plan pour le quinquennat précédent, plan dont la proportionnalité ne fut d'ailleurs pas respectée) une priorité aux biens de consommation, le Gosplan et le Soviet suprême se sont vus dans l'obligation de leur accorder une importance plus grande que celle qui était envisagée à l'origine.

Ceci n'est pas étonnant. En effet, il est prévu que l'accroissement de la production industrielle de l'Union soviétique devra, pendant ce quinquennat, reposer dans une très large mesure sur un accroissement de la productivité du travail (nous avons déjà vu plus haut que ceci était déjà le cas du quinquennat précédent et que cette même caractéristique était aussi applicable aux plans des autres pays, sauf la Roumanie). Déjà, pour l'URSS, le quinquennat 1971-1975 n'avait pas été fameux du point de vue des résultats sous cet angle (5,8% d'accroissement annuel de la productivité dans l'industrie au lieu des 6,8% prévus). D'où la nécessité, afin d'encourager les travailleurs à augmenter la productivité du travail (et l'intensité du travail), de prévoir, en échange, une amélioration plus grande de la quantité (sinon de la qualité) des biens de consommation.

L'importance de l'accroissement de la productivité dans l'accomplissement du plan est une caractéristique valable pour tous les pays de l'Est. Partout, sauf en Bulgarie et en Roumanie, la croissance des investissements sera inférieure au quinquennat précédent. Partout, les facteurs dits "extensifs" qui avaient encore pu porter le développement économique d'un certain nombre de pays dans la première moitié des années 70, sont en train de disparaître. En particulier, les possibilités d'augmenter le nombre de travailleurs dans l'industrie se heurtent à des limites toujours plus étroites, même en Bulgarie, en Pologne et en Roumanie (6). C'est par conséquent dans une plus grande efficacité des investissements et dans une augmentation de la productivité du travail que les planificateurs de l'Est devront chercher la clé garantissant la réalisation de leurs plans. La productivité du travail est appelée à augmenter annuellement dans l'industrie de 5,8% en Allemagne de l'Est (contre 5% obtenus en 1971-75), de 8,5% en Bulgarie (6,9%), de 6,05% en Hongrie (6,1%), de 7,5 % en Pologne (7,5 % également en 1971-75), de 8,8 % en Roumanie (6,4 %), de 5,3% en Tchécoslovaquie (5,9 %) et de 5,5 % en URSS (6 %). En Yougoslavie, la productivité du travail ne doit augmenter que de 4 % l'an en moyenne, contre 2,4% pour la période quinquennale précédente.

Pour terminer, notons encore qu'alors que l'ensemble de la croissance, et en particuler celle de l'industrie, doit partout se ralentir (sauf en Yougoslavie), la croissance de l'agriculture doit, selon les plans, se faire sans ralentissement. La décélération ne doit pas se manifester au niveau agricole. La Bulgarie, la RDA, la Roumanie et l'URSS, où la réalité 1971-75 était restée largement en-dessous du plan, s'attendent pour 1976-80 à une augmentation de la production agricole plus rapide que pendant les années précédentes. Dans les autres pays la croissance doit être la même (7).

Avant de commenter les résultats fournis par les instituts de statistiques des différents pays, il faut rappeler que pour l'URSS, l'année 1976 devait être une année-charnière de grande importance, puisqu'elle était à la fois l'année qui suivait un quinquennat plutôt médiocre et la première année de la nouvelle période de 5 ans. Les résultats soviétiques ont été chaleureusement commentés par la presse : "Le quinquennat a commencé d'un pas assuré", titrait la "Pravda" en présentant les résultats de 1976 fournis par la Direction centrale des statistiques près le Conseil des ministres de l'URSS (8), ce que l' "Economist" traduisit, de manière réaliste et avec une pointe d'humour britannique par : "Good but could do better" (Bon, mais pourrait faire mieux) (9).

Le tableau III donne quelques indications quant à la réalisation du plan en Union soviétique.

Tableau III. Réalisation du plan en 1976.

1976 en % de 1975

	Prévision	Réalisation
Revenu national	105,4	105
Production industrielle	104,3	104,8
Groupe A	104,9	105,5
Groupe B	102,7	103
Productivité du travail :	prévision	réalisation
Industrie	103,4	103,3
Construction	105,5	103,3
Chemins de fer	103	101,3
Production agricole	(1)	104
Revenu réel par habitant	103,7	103,7

. Source : Loi sur le plan 1976-1980, dans "Vedomosti verhovnogo soveta SSSR", n°44, 1976, texte n° 624, page 718. Rapport sur l'exécution du plan en 1976, "Pravda", 23 janvier 1977, p. 1.

(1) Chiffre non publié par les sources soviétiques. L' "Economist" de Londres (29.1.77), l'estime à 107 % de 1975. Cette estimation nous semble exagérée.

Comme on le voit, le bilan est à peu près satisfaisant, mais des problèmes commencent à apparaître du côté de la productivité du travail (en particulier dans la construction, talon d'Achille traditionnel en URSS, et dans les chemins de fer).

Quant aux autres pays de l'Europe de l'Est, nous présentons ci-dessous brièvement leurs résultats pour 1976, pays par pays.

RDA

Les taux de croissance de la RDA se sont ralentis en 1976. Le revenu national a augmenté de 3,7 % en comparaison avec les 5 % minimum des années précédentes (et les 5,3% prévus par le plan). La diminution de la croissance économique a été largement due à une diminution de la production agricole (diminution de 9,8 % par rapport à l'année 1975, notamment à cause de la sécheresse). La production industrielle a été conforme aux directives du plan (malgré des difficultés dans le secteur de la chimie). Les investissements ont augmenté de 6,8 %. Le déficit de la balance du commerce extérieur avec l'Ouest s'est accru.

BULGARIE

Les statistiques officielles indiquent que la plupart des objectifs du plan n'ont pas été atteints en 1976. Le revenu national a augmenté de 7 % au lieu des 9 % réclamés par le plan (et de l'augmentation de plus de 9 % réalisée en moyenne annuelle depuis 1971). La production industrielle a augmenté de 8% au lieu de 9,2 % et la production agricole de 3,1 % au lieu de 5 %. Il n'empêche que les autorités ont annoncé que le plan a été réalisé à 100,1 % dans l'industrie. La seule explication semble résider dans une diminution des objectifs du plan en cours d'année. Plus encore qu'en RDA, l'industrie chimique a connu de grandes difficultés (croissance de 5,1 % au lieu des 13,4 % prévus à l'origine). Les investissements totaux ont excédé les prévisions du plan. Le déficit du commerce extérieur avec l'Ouest a été réduit.

HONGRIE

De nombreux objectifs du plan de 1976 n'ont pas été atteints et les commentaires officiels eux-mêmes ont admis que le rythme de croissance économique n'a pas atteint les prévisions. En 1976, la croissance du revenu national fut de 3 %. La production industrielle atteignit un taux de croissance de 5 %

(au lieu des 6 % prévus), abstraction faite des industries alimentaires (dont la production n'a crû que de 0,9 %, en raison de la perte de récoltes dues à la sécheresse). La production agricole est restée de 3 % en-deçà de 1975 (au lieu de croître à raison de 4,2 %). Les investissements du "secteur socialiste" se sont accrus de 3 % (conformément au plan qui prévoyait une décélération). Le déficit du commerce extérieur avec l'Ouest a été notablement comprimé.

POLOGNE

L'année 1976 a été marquée par un ralentissement général du développement économique en Pologne. Le revenu national a augmenté de 7,5 % (le plan prévoyait 6 %), en comparaison avec une moyenne annuelle supérieure à 10,1 % durant les 5 années précédentes. La production industrielle a crû de 10,7 % en comparaison avec 1975, dépassant l'objectif du plan de 2,5 % (mais le plan n'a pas été réalisé dans des secteurs tels que les engrais, le ciment, la chaussure, la viande, les produits laitiers et le sucre). Les résultats agricoles ont subi le double contrecoup de la situation climatique et d'une diminution des investissements : la production diminua de 0,8 % en général et de 7,5 % dans l'élevage. Les salaires réels augmentèrent de 3,8 % contre 13 % en 1975. Les investissements polonais ont augmenté de 3,5 %, conformément au plan (ce qui signifie une diminution considérable, mais prévue, de leur croissance : ils représentent environ un quart du revenu national). Le déficit du commerce extérieur s'est aggravé.

ROUMANIE

La Roumanie est le pays dont les planificateurs ont le plus lieu d'être satisfaits pour 1976. Le revenu national a augmenté de 10,5 % (comme prévu) et la production industrielle de 11,5 % (au lieu des 10,2 % prévus). L'agriculture réussit à accroître sa production brute de 17,2 % par rapport à 1975 (qui fut une très mauvaise année étant donné les inondations). La Roumanie est le pays est-européen où les salaires ont augmenté le plus, en moyenne, pour 1976. Le bilan du commerce extérieur a été favorable en 1976. L'ensemble de ces résultats (confirmés pour les deux premiers mois de 1977) doit cependant être relativisé, étant donné les conséquences (jusqu'ici incalculables pour nous, vu la réserve des autorités) du tremblement de terre qui a détruit (ou ralenti le fonctionnement) de nombreuses unités de production.

Une personnalité roumaine a parlé d'un "retour de cinq ans en arrière", tandis que Ceausescu a indiqué dans un rapport présenté devant l'appareil central du Parti et de l'Etat roumain que 763 unités économiques des secteurs de base avaient été frappées par la catastrophe.

TCHECOSLOVAQUIE

Le revenu national a augmenté de 4 % en 1976, par rapport à 1975 (5 % prévus par le plan). La production industrielle augmenta de 5,5 % (conformément au plan). La production agricole est par contre restée la même qu'en 1975 (les trois dernières années peuvent être considérées comme de "mauvaises années" pour l'agriculture tchécoslovaque). Les investissements se sont accrus de 5,2 % à peu près conformément au plan. Le déficit du commerce avec l'Occident s'est accru, étant donné que les exportations de produits alimentaires vers l'Ouest – essentielles en vue d'augmenter les exportations afin de réduire le déficit – n'ont pu être réalisées au niveau prévu par le plan.

YOUGOSLAVIE

Le produit national a crû de 3,6 % en 1976 (moins que dans les pays du Comecon, exception faite de la Hongrie et moins que les prévisions du plan social de développement : 7 % l'an jusqu'en 1980). La production industrielle a augmenté de 3,4 %. La production agricole a augmenté de plus de 4 % grâce à des récoltes record (aucune donnée ne nous est parvenue sur la part respective du secteur socialisé et celle du secteur privé – le plan social prévoit un taux de croissance deux fois plus élevé pour le secteur socialisé). Mais les responsables yougoslaves sont surtout satisfaits de la diminution d'un tiers du déficit du commerce extérieur, obtenue grâce à une augmentation de 20 % des exportations face à une diminution de 4 % des importations. Le taux d'inflation a également été considérablement réduit (de 30 % en 1975 à 10 % en 1976, environ), sans que les autorités aient eu recours à une politique administrative des prix ou des salaires.

Pour terminer cet exposé par un bilan plus général, disons que l'expansion économique globale des pays de l'Europe de l'Est (URSS non comprise) a été moins vigoureuse en 1976 qu'en 1975. Ce sont en particulier les développements défavorables dans l'agriculture, combinés avec les erreurs et les imprévoyances des planificateurs sur le plan industriel (souvent dans l'industrie de la construction) qui ont été à l'origine des difficultés.

Perspectives pour 1977

Le plan annuel soviétique pour 1977, approuvé en octobre dernier, prévoit un accroissement du revenu national extrêmement bas : à peine 4,1 %, alors qu'il avait été de 5 % (prévision : 5,4 %) en 1976. Le taux de croissance modeste de 1977 est pratiquement égal à celui de 1975, année catastrophique pour l'agriculture soviétique. Nous sommes loin en-dessous des taux de croissance des années 60 et même de la croissance des dernières années. Le plan de 1977 fixe une augmentation de 5,6 % de la production industrielle (performance pour 1975 : 7,5 %; performance pour 1976 : 4,8 %). Le secteur A doit croître de 5,9 % et le secteur B de 4,9 % (l'année 1976 mise à part, il s'agit du taux de croissance le plus bas du secteur de production des biens de consommation depuis 1950) (10).

De l'avis de la publication que nous venons de mentionner, le plan 1977 (de même que le plan quinquennal) peut être décrit comme "une tentative de survivre... une tentative d'affronter les problèmes qui se sont accumulés sans essayer d'en atteindre les racines "(11).

On ne peut se départir de l'impression que les planificateurs se sont fixés des objectifs très modestes pour éviter qu'il ne leur arrive ce qui s'était passé après les deux premières années du plan quinquennal précédent : un fossé croissant et infranchissable, entre le plan et ses résultats, avant même d'avoir atteint la moitié de la durée du quinquennat. C'est probablement ainsi qu'il faut interpréter (à moins de les réduire à une

trivialité) les paroles de Nicolas Bajbakov, président du Comité du Gosplan, selon lesquelles le plan pour 1977 constitue "une composante organique du 10e plan quinquennal" (12). Pour 1977 également, le taux de croissance des investissements sera très bas, avec une priorité accordée toutefois (comme cela est le cas depuis un certain nombre d'années) aux investissements dans le secteur agricole (13).

Avec des variantes, les mêmes remarques pourraient être faites à propos des plans 1977 des démocraties populaires. Le plan de la République démocratique allemande prévoit une croissance du revenu national de 5,5 % et une croissance industrielle de 5,1 %, tandis que les investissements doivent augmenter de 6,5 % et le revenu de la population de 4 %. La croissance plus importante des investissements s'explique cependant par les obligations incombant à la RDA, en fonction des accords passés au niveau du CAEM, de participer à des investissements conjoints, notamment en URSS. En Hongrie, le revenu national devra croître de 6 à 6,5 % en 1977, notamment pour combler le retard encouru en 1976. La production industrielle doit s'accroître de 6 % (avec des pointes pour l'industrie chimique et les constructions mécaniques). Les investissements devront être réduits considérablement.

En Pologne, le revenu national croîtra bien moins rapidement que durant les années précédentes (5,7 % en 1977) et la production industrielle également (6,3 à 7,3 % en 1977). Les investissements ne doivent pas augmenter plus que l'an dernier. Mais c'est surtout le revenu national distribué qui devra subir un coup (augmentation de 2,3 % seulement), afin de diminuer le déficit considérable de la balance commerciale. La production agricole doit augmenter de 5,3 % par rapport à 1976, année dont les résultats ont été, sur ce plan, fort mauvais et loin en-dessous des prévisions du plan.

Dans l'ensemble, les tâches de ces plans particulièrement modestes – et il en est de même des plans des autres pays, sauf de celui de la Roumanie (compromis par le tremblement de terre) – sont susceptibles d'être remplies.

Le commerce extérieur

L'Union soviétique et l'Europe orientale ont augmenté le volume global de leurs échanges internationaux de 9 % (6 % en 1975), en particulier grâce à un effort de promotion des exportations. Leur déficit global pour 1976 est estimé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe à 7 milliards de dollars US ; en comparaison, le déficit pour 1975 était estimé à 9,2 milliards de dollars US. En fait, la Pologne et l'URSS sont les deux pays qui sont à l'origine du déficit de 1976, car les autres pays ont amélioré leur balance commerciale. Les emprunts – surtout soviétiques et polonais – sur les marchés des capitaux en Occident ont été considérables et la dette totale accumulée des pays de l'Est dans les pays d'Europe occidentale a continué à augmenter. On l'estime à 32 ou 35 milliards de dollars pour la fin de l'année 1976 (14). Dans certains cas, le service de la dette extérieure atteint des proportions considérables : environ un quart des rentrées en devises fortes de la Pologne en 1976, par exemple. Les grèves de juin, dirigées en premier lieu contre les tentatives d'augmenter les prix des produits alimentaires, ont empêché le gouvernement polonais de résoudre ces problèmes au détriment des travailleurs.

C'est surtout à partir de 1975-1976, c'est-à-dire après le rush des exportations occidentales en direction des pays de l'Est, que les experts occidentaux ont commencé à s'inquiéter de l'endettement de l'URSS et des autres pays de l'Est, en parlant même de "point de rupture financier" (15). Cet endettement est le résultat de l'accroissement des échanges pendant la première moitié de la décennie 1971-1980, et plus particulièrement des exportations occidentales.

Le tableau IV explicite cette croissance :

Tableau IV. Echanges commerciaux de l'URSS avec les pays capitalistes développés. (en millions de roubles)

	1971	1976
Allemagne	667	3.009
USA	184	2.206
Japon	734	2.120
Finlande	569	1.979
Italie	495	1.778
France	476	1.697
Grande-Bretagne	605	1.232
Pays-Bas	224	542
Suède	196	539

. Source : V. Kloček, "Le Commerce extérieur de l'URSS en 1976", "Ekonomičeskaja Gazeta", n° 18, avril 1977, p.20-21.

Le déficit de la balance commerciale soviétique par rapport à l'Occident était (à son niveau record) de 4,8 milliards de dollars US en 1975. Il était de 4 milliards en 1976. Pour comprendre pourquoi cette diminution a eu lieu, il est nécessaire de se pencher sur le déficit de 1975. Celui-ci était, en partie au moins, une conséquence de la récession économique du monde occidental. La récession avait eu pour résultat une diminution des exportations soviétiques vers l'Occident, tandis que les importations avaient augmenté de 26 %. En 1976, en revanche, les importations en provenance de l'Occident n'ont plus augmenté que de 11,6 % parmi lesquels, les céréales tenaient une place importante (63 % des importations en provenance des USA). La différence est due au fait que 1975 (la dernière année du plan 1971-1975) était une année où un grand nombre de nouveaux projets, nécessitant des investissements importants, devaient être terminés. En revanche 1976, comme première année du nouveau plan, ne nécessitait pas ces importations et, d'autre part, la reprise partielle dans certains pays occidentaux permettait à l'URSS d'accroître ses exportations vers l'Ouest (de 28 %).

Tout le problème est de savoir si ces tendances vont continuer à s'affirmer. Il semble bien que non, si, comme il est à peu près certain, l'Ouest n'est pas près de sortir de la crise. D'une part, les programmes d'investissements prévus par le plan 1976-1980 impliquent qu'à partir de 1977, et ce jusqu'en 1980, les importations soviétiques de biens d'équipement en provenance de l'Occident s'accroîtront progressivement.

D'autre part, il est vraisemblable que les importations de blé, qui ont été ralenties après la bonne récolte de 1976, reprendront également à une échelle importante, surtout si l'objectif d'une récolte atteignant les 235 millions de tonnes de céréales pour 1980 n'est pas atteint (ou si la production annuelle moyenne de 215-220 millions de tonnes n'est pas atteinte pour l'ensemble du quinquennat).

Le déficit global du commerce extérieur soviétique n'a plus été que de 740 millions de roubles en 1976, alors qu'il avait atteint 2.600 millions de roubles en 1975. Ceci a été largement dû à l'augmentation des prix de l'essence et du gaz naturel soviétiques livrés aux pays du CAEM, tandis que les importations en provenance de ces pays n'augmentaient que légèrement et que, par ailleurs, les importations en provenance du Tiers-monde diminuaient alors que la valeur des exportations vers ces pays augmentaient. Ainsi, le déficit vis-à-vis de l'Ouest était-il en grande partie compensé par un solde positif vis-à-vis des pays "frères" et des pays en voie de développement.

Le tableau ci-après illustre la situation :

Tableau V. Balance du commerce extérieur soviétique 1975-1976. (en millions de roubles).

	1975	1976
Pays occidentaux	- 3.564,1	- 2.992,1
Tiers Monde	+ 311,2	+ 913,1
Comecon	+ 478,0	+ 1.040,8
Autres pays	+ 138,0	+ 298,5
Commerce total	- 2.636,9	- 740,3

.Source : "East-West", n° 175, 25 mars 1977, p.3.

Il est vraisemblable que l'URSS et les pays de l'Est feront un effort particulier en 1977 et pendant les années suivantes pour réduire leur dette extérieure. L'URSS peut le faire soit en augmentant ses exportations en Occident, soit en profitant de la détérioration des termes de l'échange avec les "pays frères". Ceci ne manquera pas d'entraîner des répercussions défavorables dans ces pays, y compris au niveau des rapports entre les bureaucraties. Mais il est vraisemblable que l'URSS devra avoir recours à une combinaison de ces mesures, quitte à laisser les "pays frères" se débrouiller pour augmenter à leur tour leurs exportations vers l'Ouest, et, si la dépression continue à l'Ouest, vers le Tiers-Monde. Si aucun de ces moyens n'apporte de résultats tangibles, il restera aux pays de l'Est la possibilité de quémander des facilités de crédit aux pays impérialistes, pour soutenir les importations indispensables.

D'ici 1980 : une accumulation de problèmes

Les considérations qui précèdent nous ont insensiblement conduits à pénétrer sur le terrain des perspectives générales d'ici 1980. Les problèmes des échanges entre l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est, que nous venons d'évoquer ci-dessus, ne seront pas sans incidences sur certains programmes d' investissements importants, conclus à l'échelle du CAEM. Nous avons déjà fait allusion aux investissements conjoints, à participation est-allemande. Pour la période qui va jusqu'à 1980, il a été prévu que les investissements conjoints s'élèveraient à 13 milliards de dollars, dont une partie notable incombera aux partenaires de l'URSS. (4 milliards incombant à la RDA).

Toutefois, l'amélioration des termes de l'échange au profit de L'URSS aura pour résultat que ces investissements seront mis en péril, à moins que les partenaires de l'URSS ne réduisent leurs exportations vers l'Ouest. Or, comme nous venons de le dire, il est simultanément de l'intérêt de ces derniers pays d'accroître, et non de diminuer, ces exportations. Ce dilemme posera des problèmes croissants aux partenaires est-européens de l'URSS (Yougoslavie non comprise) d'ici 1980 (16).

Ces sombres perspectives pour les économies est-européennes se combinent avec un (très relatif) optimisme de la part de la bureaucratie et des planificateurs soviétiques. Il semble bien que de ce côté, la modestie aidant, les résultats de 1976 et du début de 1977 le confirmant, les objectifs du plan puissent être réalisés avec plus de fidélité que ceux du 9e quinquennat. Des difficultés commencent cependant à se faire jour, du point de vue de l'accroissement de la productivité, avant tout dans le secteur combien essentiel de la construction. Dans l'ensemble cependant, le plan soviétique pourra être exécuté avec moins de difficultés que ceux des autres pays.

Une "petite phrase" prononcée par Brejnev au XXVe congrès indique peut-être quelle est la préoccupation majeure des bureaucrates soviétiques pour les années à venir. S'adressant aux travailleurs des industries du groupe B, du commerce, de l'alimentation publique et des services, il dit : "Je me tourne vers eux pour leur dire : camarades, de vous, de votre travail, dépendent à bien des égards le bien-être et la bonne humeur (souligné par nous G.D.) des Soviétiques" (17). Cette appréciation des conséquences sociales d'une consommation insatisfaisante (les grèves et autres mouvements sociaux fort nombreux en URSS ces derniers temps attestent du réalisme de ces remarques) est à mettre en regard des préoccupations en matière de productivité du travail : à l'instar de ses frères de par le monde, le travailleur soviétique placé dans des conditions défavorables, est un piètre producteur.

A entendre la justification des taux de croissance modestes (par la priorité donnée à l'efficacité et la qualité, selon Brejnev dans le rapport au XXVe congrès), les sociétés de l'Est auraient aujourd'hui atteint un degré de maturité économique qui ne permettrait plus les taux de croissance élevés des périodes précédentes. L'argument est étonnant, car il contredit de manière tout à fait flagrante ce que les mêmes responsables rétorquaient aux économistes occidentaux qui affirmaient qu'au fur et à mesure du progrès économique, les taux de croissance se ralentiraient.

En réalité, la cause doit en être recherchée, comme c'est bien connu, dans les multiples goulots d'étranglement que la planification bureaucratique entraîne au fur et à mesure que l'économie passe du développement dit "extensif" à un développement "intensif". Comment éliminer ces goulots d'étranglement ? Pour le faire, il faudrait un changement de politique radical. Tentant, comme il a été dit plus haut, de "survivre" la bureaucratie de l'ère Brejnev est incapable de le faire.

Ainsi qu'un perspicace analyste ouest-allemand l'a noté, même le terme "réforme" a progressivement disparu de la littérature économique spécialisée (18) pour être remplacé graduellement par celui de "perfectionnement" (des mécanisme de gestion). La bureaucratie, de peur de ne pas dominer la situation, craint de toucher aux mécanismes économiques. On pourrait à ce propos parler d'une "inversion" des rapports entre l'économie et la politique, confimée par le fait que la vie des partis au pouvoir est, depuis plusieurs années, déterminée par le plan, au point que dans la plupart des pays considérés (URSS en tête), les statuts du parti lui-même ont été modifiés de manière à ce que les congrès coïncident avec le début de chaque quinquennat. Les rythmes des congrès sont scandés par les rythmes de la planification. Etrange inversion de la part de partis et de régimes qui se réclament, en paroles du moins, d'une doctrine selon laquelle la politique est de l' "économie concentrée" (Lénine), mais pour qui, dans la pratique, elle n'est que de l'économie "diluée". La prudence extrême des bureaucraties échaudées et apeurées contraste fortement avec les perspectives grandioses qui étaient tracées aux économies des pays concernés, il y a de cela quinze ou seize ans, lorsque les taux de croissance atteignaient encore les moyennes impressionnantes que l'on sait, comparons (tableau VI) les perspectives pour 1980, fin de ce quinquennat, telles qu'elles avaient été brossées en 1961, à l'époque du XXIIe congrès et du slogan du "rattrapage des Etats-Unis", avec celles du plan en cours.

Tableau VI. L'URSS en 1980.

	Prévisions de 1961	Prévisions de 1976
Production d'acier (1)	250	168,5
Production de charbon (1)	1 200	805
Extraction de pétrole (1)	710	640
Extraction de gaz (2)	720	435
Ciment (1)	235	143-146
Tissus (milliards de m2)	22	12,75
Chaussures de cuir (millions de paires)	900-1000	810,5
Céréales (1)	311	235
Coton brut (1)	10-11	9
Betterave sucrière industrielle (1)	98-108	95-98
Viande, poids brut (1)	30-32	15-15,6
Lait (1)	170-180	94-96
Oeufs (milliards)	110-116	58-61

(1) millions de tonnes
(2) milliards de m3

Comme on le voit, les perspectives du "socialisme avancé" de Léonid Brejnev sont de très loin inférieures au "rattrapage" des Etats-Unis de Nikita Khrouchtchev. Des remarques identiques pourraient être faites à propos des autres pays.

Certes, il serait faux de croire que les premiers chiffres aient jamais été pris au sérieux par le prolétaire soviétique. Mais la deuxième colonne n'indique-t-elle pas que l'URSS, même si elle réussit à atteindre ses objectifs, aura fort à faire pour maintenir le "moral" à la production et la discipline du travail, avec une consommation de viande par tête d'habitant qui dépassera à peine la stagnation, compte tenu de l'accroissement démographique ?

NOTES

1) Ettore SALVINI avait publié un examen des résultats de l'économie de l'URSS dans cette même revue (n° 26, 22 mai 1975, pages 21 à 26). On pourra s'y reporter à fin de comparaison.

2) H.H. Ticktin, "The capitalist crisis and current trends in the USSR", in "Critique" (Londres), n°4, 1975, p.101.

3) "Documents et résolutions, XXVe congrès du PCUS", Moscou, Editions APN, 1976, p.43.

4) B.Askanas, H.Askanas, F.Levcik: "Die Wirtschaft der RWG-Ländern 1971-75 und die geplante Entwicklung bis 1980", in : "Monatsbericht des Oesterreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung", n° 3-1976.

5) Rappelons que l'Albanie (à laquelle nous consacrerons un article spécial) ne fait pas partie du CAEM et que l'économie de ce pays n'est pas examinée ici. Quant au nouveau plan social de développement yougoslave, il prévoit une accélération de la croissance (7% de 1976 à 1980, contre 6,3 entre 1971 et 1975); voir : B.Sefer, "Le plan social de développement de la RSFY pour la période 1976-1980", in "Revue de politique internationale", n°s 632-633, 5-20 août 1976, p.7.

6) En Yougoslavie cependant, l'emploi dans le secteur social doit augmenter au taux moyen de 3,5 %, accroissant le nombre de travailleurs employés de 880 000 environ. Les autorités espèrent ainsi résoudre en partie les problèmes dus au chômage, à l'émigration et au retour au pays des travailleurs yougoslaves licenciés par suite de la crise dans les "pays d'accueil".

7) B.Askanas, H.Askanas, F.Levcik, "Die Wirtschaft in den RWG-Ländern 1976 bis 1980 : Verschlechterung der Wachstumsbedingungen", in : "Monatsbericht des Oesterreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung", n° 12-1976.

8) "Pravda" du 23 janvier 1977.

9) "The Economist", 29 janvier 1977, p.90.

10) "Monthly Report" (rapport confidentiel sur le développement économique de l'URSS et d'autres pays de l'Est européen), Vol.III, n°35, 10 novembre 1976, p.4.

11) Ibidem, p. 2

12)"Pravda" du 28 octobre 1976.

13) "Les investissements dans la deuxième année du 10e quinquennat", in : "Planovoe Hozjajstvo", n° 1, janvier 1977, p. 23.

14) Des sources américaines ont même parlé de 40 milliards durant la campagne électorale de M.Carter, mais cette estimation est probablement exagérée.

15) Voir "Le Monde" des 2 mars 1976; 1-2 août 1976; 31 août 1976, par exemple.

16) B. Askanas, H.Askanas, F.Levcik, "Die Wirtschaft in den RWG-Ländern 1976 bis 1980 : Verschlechterung der Wachstumsbedingungen", op. cit.

17) "Documents et résolutions, XXVe congrès du PCUS", op.cit. p. 69.

18) Hans-Hermann Höhmann, "The USSR : Economic policy by default", in : "Aussenpolitik", n°1-1977, p. 38.

Index d'Inprecor

du n°9 (nouvelle série) au n°19

	numéro	page
AFRIQUE DU SUD		
Un an après Soweto (1ère partie) Pat Jordan	n°10, 7.07.1977	p.29
Un an après Soweto (suite) Pat Jordan	n°11, 21.07.1977	p.28
ALGERIE		
La classe ouvrière face au régime Said Akli	n°16, 10.11.1977	p.15
AMERIQUE LATINE		
Vers une nouvelle institutionnalisation ? Jorge A. Valdès	n°15, 27.10.1977	p.13
Le nouveau cours de la révolution Revue "Coyoacan"	n°16, 10.11.1977	p.10
ARGENTINE		
La crise la plus grave Roberto Rodriguez	n°19, 22.12.1977	p.20
BENGALE OCCIDENTAL		
L'élection d'un gouvernement de front populaire Sharad Jhaveri	n°16, 10.11.1977	p. 8
BRESIL		
Des brèches ouvertes dans la dictature Maria do Carmo	n°18, 8.12.1977	p.17
CHINE		
La première année sans Mao Livio Maitan	n°17, 24.11.1977	p.18
Qu'est devenu Cheng Chao-lin ? Greg Benton	n°18, 8.12.1977	p.31
CHINE-USA		
Questions sans réponses sur les entretiens Teng-Vance à Pékin Joseph Hansen	n°13, 29.09.1977	p.11
COLOMBIE		
Après la grève générale, une nouvelle période s'ouvre : base d'accord politique entre la LCR et le PST	n°17, 24.11.1977	p.26
DEBATS		
La nature de l'URSS, le socialisme, la démocratie. (Rossanda, Bettelheim, Claudin, Althusser)	n°18, 8.12.1977	p. 4
Les héritiers désenchantés Ernest Mandel	n°18, 8.12.1977	p.10
DETENTE USA-URSS		
D'Helsinki à Belgrade Catherine Verla	n° 9, 23.06.1977	p.24
La fin de la détente ? A. Miles	n°12, 15.09.1977	p. 3
DOCUMENTS et VIE DE LA IVe INTERNATIONALE		
Démocratie socialiste et dictature du prolétariat : résolution du Secrétariat unifié	n°10, 7.07.1977	p. 3
Trois congrès trotskystes (Canada et Québec, USA, Mexique)	n°13, 29.09.1977	p.25
Un grand pas en avant: "Inprecor" et "Intercontinental Press" fusionnent. Joseph Hansen	n°18, 8.12.1977	p. 3
ECONOMIE		
Notes de conjoncture : la situation du capitalisme à la fin de 1977	n°19, 22.12.1977	p. 3
Le mouvement ouvrier européen devant la dépression économique Ernest Mandel	n°19. 22.12.1977	p. 6
L'économie des pays de l'Est dans le quinquennat 1976-1980 Guy Desolre	n°19. 22.12.1977	p.24
Espagne : le plan économique d'urgence du gouvernement Suarez J.Albarracin et P.Montes	n°19. 22.12.1977	p.13
Argentine : la crise la plus grave Roberto Rodriguez	n°19. 22.12.1977	p.20
ENERGIE		
La technologie capitaliste et "l'énergie rare" Dick Roberts	n°11. 21.07.1977	p.15
ETAT ESPAGNOL		
Les élections : nouvelle étape dans la liquidation de la dictature franquiste. Editorial	n° 9. 23.06.1977	p. 3
Après les élections : les "gagnants" face aux "triomphateurs" Miguel Romero	n°11. 21.07.1977	p. 8
Lettre ouverte à S. Carrillo	n°12. 15.09.1977	p.24
Le mouvement ouvrier pour la légalisation de la LCR	n°12. 15.09.1977	p.25
Sur la campagne de la LCR	n°12. 15.09.1977	p.25
Le pacte contre les mobilisations Miguel Romero	n°15. 27.10.1977	p. 3

INDEX

Les travailleurs se mobilisent contre le pacte de la Moncloa
Miguel Romero n°17. 24.11.1977, p.11

Le plan économique d'urgence du gouvernement Suarez
J. Albarracin et P. Montes n°19. 22.12.1977, p.13

FRANCE

Crise de l'Union de la gauche
Daniel Bensaïd n°14. 13.10.1977, p. 3

La campagne du PCF s'essouffle, le débat politique s'intensifie n°15. 27.10.1977, p. 8

Déclaration du BP de la LCR n°15. 27.10.1977, p.10

GRANDE-BRETAGNE

La crise du Parti communiste
Pat Jordan n°17. 24.11.1977, p. 3

ISRAEL

Les cent premiers jours du gouvernement Begin
Michel Warshawsky n°15. 27.10.1977, p.16

ITALIE

Le PCI : de la "non-confiance" à la "coresponsabilité"
Franco Turigliatto n°12. 15.09.1977, p.14

Le "Projet de programme à moyen terme" du PCI
Livio Maitan n°13. 29.09.1977, p.13

JAPON

Après les élections sénatoriales
Kazuo Kihara n°14. 13.10.1977, p.23

LES NOTRES

Bob Langston n° 9. 23.07.1977, p.32

MEXIQUE

Le mouvement et l'organisation de la paysannerie mexicaine (2e partie)
Esteban Moralès n° 9. 23.06.1977, p.21

MOYEN-ORIENT

Sadate, Jérusalem et après
Michel Warshawsky n°18. 8.12.1977, p.26

MOZAMBIQUE

Un an de pouvoir du Frelimo
Fernando Casals n°16. 10.11.1977, p.26

PANAMA

Déclaration du SWP n°12. 15.09.1977, p.13

USA, hors de Panama ! déclaration du secrétariat unifié de la IVe Internationale n°13. 29.09.1977, p.32

PAKISTAN

De Bhutto à Zia ul-Haq : Le coup d'Etat des militaires
Tariq Ali n°11. 21.07.1977, p.22

La fin du règne du PPP
Khaled Hassan

PAYS DE L'EST

L'économie des pays de l'Est dans le quinquennant 1976-1980
Guy Desolre n°19. 22.12.1977, p.24

PHILIPPINES

Le régime Marcos face aux guérillas
Paul Petitjean n°25. 7.07.1977, p.25

PORTUGAL

Le gouvernement de Mario Soarès pris entre deux faux
Francisco Louça n° 9. 23.06.1977, p.13

Le gouvernement de Mario Soarès en sursis
Antonio Gomes et Francisco Louça n°14. 13.10.1977, p.11

Nouvelle crise dans une même impasse
Antonio Gomes et Heitor de Sousa n°18. 8.12.1977, p.21

RDA

"La solution de rechange" de Rudolf Bahro
Ernest Mandel n°13. 29.09.1977, p. 3

RFA

L'usure du "modèle allemand"
Anna Armand n°12. 15.09.1977, p. 9

Déclaration du Bureau politique du GIM n°16. 10.11.1977, p. 3

Déclaration du Secrétariat unifié n°16. 10.11.1977, p. 6

SAHARA OCCIDENTAL

Le peuple sahraoui et la révolution au Maghreb (1e partie)
Pierre Reis et Hugues Véga n°14. 13.10.1977, p.28

Le peuple sahraoui et la révolution au Maghreb (2e partie)
Pierre Reis et Hugues Véga n°15. 27.10.1977, p.28

SRI LANKA

Le raz-de-marée UNP
Bala Tampoe n°12. 15.09.1977, p.31

A l'heure des pogromes antitamils
F. Gicquel et J. Treiner n°13. 29.09.1977, p.28

Témoignage sur les violences intercommunautaires
A. Sivanandan n°17. 14.11.1977, p.22

SUEDE

L'usure du nouveau gouvernement
Benny Asman n° 9. 23.06.1977, p.16

URSS

Après l'adoption de la nouvelle constitution
Guy Desolre n°17. 24.11.1977, p.14

USA

Les offensives de l'impérialisme américain (1e partie)
Jack Barnes n°14. 13.10.1977, p.16

Les offensives de l'impérialisme américain (2e partie) n°15. 27.10.1977, p.21

ZIMBABWE

Une nouvelle tentative néo-coloniale
Pat Jordan et Julius Karanja n°12. 15.09.1977, p.26

Le plan impérialiste Owen-Young
Jim Atkinson n°16. 10.11.1977, p.21